

# Repères & Analyses

Pôle emploi services



## *Conjoncture et marché du travail en Île-de-France en 2009*



# Sommaire

	Page
■ En 2009, le PIB diminue dans le monde, en zone euro et en France	3
■ Recul de l'emploi en 2009 après cinq ans de croissance	4
■ Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements	14
■ Statistiques rectifiées 2008 : plus d'emplois que prévus dans le tertiaire	56
■ Des estimations trimestrielles trop pessimistes en 2009	58

Pôle emploi services

## Emploi et chômage en Île-de-France

### Les chiffres clés 2009 - 2010

Emploi	2009	2010
Nombre d'établissements	348 293	
Nombre de créations d'entreprises	64 839	34 805 (au 1 <sup>er</sup> semestre 2010 : 4 962)
Nombre de défaillances d'entreprises	10 326	
Nombre de salariés	4 089 893	Estimations : 4 104 600 (juin 2010)
Évolution 2009/2008	- 1,43 %	
Secteurs enregistrant les plus fortes hausses annuelles (en volume)	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement (+ 3 600) Activités liées à l'emploi (+ 3 100)	
Départements ayant créé le plus d'emplois sur un an (en volume)	Seine-Saint-Denis (+ 0,6 %, + 2 100 postes)	
Départements ayant créé le moins d'emplois sur un an (en volume)	Paris (- 1,5 %, - 19 300 postes)	

Chômage	2009	2010
Taux de chômage <sup>1</sup>	8,4 %	8,1 % (juin 2010)
Évolution 2009/2008 <sup>1</sup>	1,7 point	
Nombre de Demandeurs d'Emploi Catégorie A (données CVS) <sup>2</sup>	497 070	508 890 (septembre 2010)
Évolution 2009/2008 <sup>2</sup>	21,4 %	
Nombre de Demandeurs d'Emploi indemnisés (données brutes)	451 411	448 339 (septembre 2010)
Évolution 2009/2008	14,4 %	
Département enregistrant le plus fort taux de chômage <sup>1</sup>	Seine-Saint-Denis (11,3 %)	
Département enregistrant le plus faible taux de chômage <sup>1</sup>	Yvelines (6,8 %)	
Département avec la plus forte hausse du nombre de chômeurs indemnisés	Paris (+ 10 730)	
Département avec la plus faible baisse du nombre de chômeurs indemnisés	Essonne (+ 5 739)	
Part des moins de 25 ans parmi les Demandeurs d'Emploi cat. A <sup>2</sup>	12,7 %	
Part des plus de 50 ans parmi les Demandeurs d'Emploi cat. A <sup>2</sup>	18,1 %	

<sup>1</sup> Source : Insee\*.

<sup>2</sup> Source : DIRRECTE\*.

Besoins en main-d'œuvre	2010
Nombre d'intentions d'embauche	304 230
Part des établissements qui envisagent de recruter	16,9 %
Part des projets jugés difficiles	40,8 %
Métier le plus recherché	Ingénieurs et cadres d'études (14 700)
Métier le plus difficile à recruter	Surveillants d'établissements scolaires (68,9 %)
Secteur d'activité le plus saisonnier	Autres activités de services (36 %)
Bassin d'emploi ayant le plus de difficultés à recruter	Yvelines Nord (47 %)
Bassin d'emploi ayant le moins de difficultés à recruter	Roissy (28 %)
Type d'établissement où la part d'établissements potentiellement recruteurs est la plus élevée (selon la taille)	200 salariés et plus (53 %)
Type d'établissement où la part d'établissements potentiellement recruteurs est la moins élevée (selon la taille)	1 à 4 salariés (12 %)

\* Ne sont mentionnées que les sources autres que Pôle emploi et Pôle emploi services.

# En 2009, le PIB diminue dans le monde, en zone euro et en France

Après la récession mondiale qui a fait suite à la crise financière déclenchée en septembre 2008, la croissance économique devrait redevenir positive en 2010 puis en 2011. Ainsi, en 2009, le PIB avait chuté de 0,6 % dans le monde alors qu'il avait progressé de 2,8 % en 2008. En 2010, il devrait atteindre 4,8 %, puis 4,2 % en 2011.

Cette reprise économique est due principalement aux programmes mis en place par les autorités afin de soutenir la demande et de réduire l'incertitude ainsi que le risque systémique associé aux marchés financiers. La reprise devrait toutefois être lente car les marchés financiers sont affaiblis et les mesures de relance budgétaire devront bientôt être retirées. Des plans d'austérité vont être mis en œuvre par la plupart des États afin de réduire leurs déficits budgétaires.

En 2009, dans les pays émergents et en développement, le PIB a chuté mais reste positif (+ 2,5 % contre 6,0 % en 2008). Les prévisions pour l'année 2010 tablent sur une croissance de 7,1 %. La Chine enregistre une performance de + 9,1 % en 2009 contre + 9,6 % en 2008 et la croissance devrait atteindre 10,5 % en 2010. En Inde, le PIB devrait passer de 5,7 % en 2009 à 9,7 % en 2010.

La chute du PIB dans les pays avancés (- 3,2 %) explique en grande partie l'évolution négative de la croissance mondiale en 2009. Le Japon a enregistré la plus importante baisse du PIB des pays à revenu élevé (- 5,2 %) mais, en 2010, le PIB de ce pays devrait progresser de 2,8 %. Aux États-Unis, les prévisions de la croissance économique sont positives (de - 2,6 % en 2009 à + 2,6 % en 2010). En zone euro, le PIB a régressé de 4,1 % en 2009 mais devrait progresser de 1,7 % en 2010. En Allemagne, le PIB a reculé de 4,7 % en 2009 mais il devrait atteindre + 3,3 % en 2010. De la même façon, l'Italie enregistre, en 2009, une forte baisse du PIB (- 5 %) mais, en 2010, la croissance économique devrait être légèrement positive (+ 1 %). En Espagne, le PIB a diminué de 3,7 % en 2009 et l'évolution serait de - 0,3 % en 2010.

L'année 2009 se solde pour la France par un taux de croissance négatif (- 2,6 %)<sup>2</sup>. Malgré la crise économique survenue fin 2008, la consommation des ménages a progressé de 0,6 % en 2009 après 0,5 % en 2008. Cette

consommation a été soutenue notamment par des achats massifs d'automobiles favorisés par la mise en place du dispositif de prime à la casse. En revanche, les investissements des entreprises non financières ont diminué de 8 % en 2009. En effet, les capacités de productions des entreprises ont été faiblement sollicitées et les entreprises ont procédé à des déstockages massifs. En 2009, la contribution du commerce extérieur à la croissance est légèrement négative (- 0,2 point après - 0,3 point en 2008). Les volumes des importations (- 10,7 %) et des exportations (- 12,4 %) sont en baisse par rapport à l'année précédente.

La crise, qui a débuté fin 2008, a atteint son paroxysme en Île-de-France, au premier trimestre 2009. L'activité a décliné dans tous les secteurs ce qui a eu pour conséquence une dégradation sur le marché du travail. Cependant, le tertiaire étant moins touché que l'industrie et la construction par la baisse d'activité, la région francilienne a mieux résisté à la crise que les autres régions. En effet, le secteur tertiaire représente 82 % des effectifs franciliens.

L'industrie regroupe 11 % des emplois franciliens. Ce secteur continue à perdre des emplois (- 22 000 postes de travail, - 4,8 %). La conjoncture se dégrade en particulier dans l'industrie automobile qui enregistre une baisse de - 8,8 % (- 4 600 emplois).

L'activité de la construction a également décliné en 2009. Ce secteur affiche une diminution de ses effectifs de 1,5 % (soit - 4 200 salariés) alors qu'en 2008, il affichait

+ 1,9 %. Le nombre d'autorisations délivrées et de mises en chantier est en baisse ; seul le marché du logement neuf se redresse très légèrement. Le chiffre d'affaires du BTP a diminué de 3,1 %<sup>3</sup> par rapport à 2008.

Les activités du tertiaire enregistrent, elles aussi, une baisse du nombre de leurs salariés (- 33 300 postes de travail, - 1 %). C'est le cas pour le commerce, les services et les transports. Ces derniers affichent une diminution de leurs effectifs de 2,5 % en 2009 (soit - 5 000 emplois).

En 2009, le nombre de créations d'entreprises chute de 16,7 %<sup>4</sup> alors que l'évolution était positive en 2008 (+ 2,9 %). En revanche, le nombre de défaillances d'entreprises est en baisse (- 10,7 % en 2009).

La situation sur le marché du travail continue à se dégrader depuis le début de la crise de fin 2008. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi, catégories A, B et C, progresse de 18,3 % pour atteindre 689 700 fin décembre. Le nombre de chômeurs indemnisés s'inscrit à la hausse (+ 14,4 %). Le taux de chômage augmente sur un an (+ 1,7 point). Au quatrième trimestre 2009, il s'établit ainsi à 8,4 %.

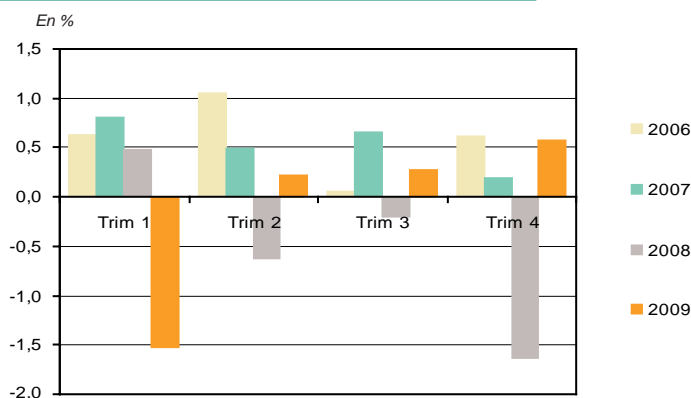
1 « Perspectives de l'économie mondiale », Fonds Monétaire International, Octobre 2010.

2 « Regards sur...l'année économique et sociale 2009 », Insee, Juin 2010.

3 « Cahier de la cellule économique du BTP », CERC IDF, n° 81, avril 2010.

4 Source : Insee.

## Évolutions trimestrielles du PIB national



Source : Insee

*Pour la première fois depuis 2004,  
l'emploi diminue en 2009.*

*Le nombre de salariés régresse de  
1,4 % après avoir progressé de 0,3 %  
en 2008 et de 2,1 % en 2007.*

# Recul de l'emploi en 2009 après cinq ans de croissance

## Emploi salarié : structure et évolution annuelle en France et en Île-de-France

La construction représente une part relativement faible des emplois en Île-de-France : 6,6 % des effectifs travaillent dans ce secteur en 2009 contre une moyenne de 9,1 % en France et de 9,9 % en province. Dans certaines régions, plus d'un salarié sur dix est employé par un établissement de la construction.

C'est notamment le cas en Corse (18,7 % de l'emploi local), Languedoc-Roussillon (11,1 %), Basse-Normandie (10,9 %), Poitou-

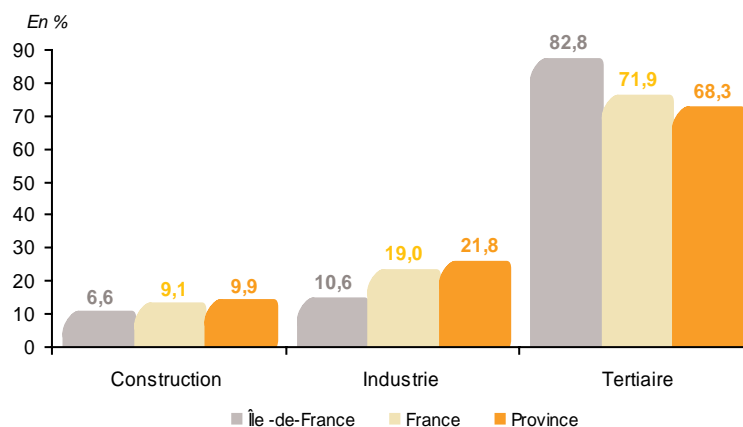
Charentes (10,8 %) et Auvergne (10,7 %). Toutefois, en volume, l'Île-de-France rassemble le plus grand nombre de salariés dans la construction (270 200 emplois), soit 18,3 % du total national.

L'industrie emploie 10,6 % des salariés franciliens, contre 19 % en France et 21,8 % en province. La Franche-Comté (32,3 % de l'emploi de la région), la Picardie (27,6 %) et la Champagne-Ardenne (27,2 %) sont les régions les plus industrialisées. Néanmoins,

en volume, l'Île-de-France demeure la première région industrielle française avec 434 200 salariés devant les régions Rhône-Alpes (397 000), Pays de la Loire (235 500) et Nord-Pas-de-Calais (209 000).

L'économie francilienne est dominée par le secteur tertiaire. Ce dernier regroupe 82,8 % de l'emploi régional, soit 3 384 900 salariés. 28,9 % des effectifs nationaux du secteur se situent dans la région.

Répartition de l'emploi salarié par grand secteur en Île-de-France, France et Province en 2009



## Recul de l'emploi en 2009 après cinq ans de croissance

Le tertiaire regroupe 82,8 % de l'emploi en Île-de-France, soit 3 384 900 salariés.

Parmi ces derniers, 345 100 travaillent dans «*les enquêtes et la sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*», ce qui représente 8,4 % des emplois régionaux. En particulier, la moitié de ces emplois se situe dans le «*nettoyage courant des bâtiments*» (110 300 salariés) et dans les «*activités de sécurité privée*» (61 500 salariés).

Le commerce occupe une place prépondérante (16,8 % des emplois franciliens) : le «*commerce de détail*» regroupe ainsi 337 300 salariés, tandis que le «*commerce de gros*» en rassemble 286 700 et le «*commerce et réparation d'automobiles*» 62 000.

Les établissements de la «*construction*» emploient 270 200 salariés, soit 6,6 % de l'emploi régional.

### Principales activités (NAF A64) en nombre de salariés

Activités prédominantes	Salariés	Etablissements	Poids dans l'emploi régional
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager ; autres activités de soutien	345 114	47 858	8,4%
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	337 331	42 500	8,2%
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	286 683	22 467	7,0%
Construction	270 243	32 942	6,6%
Hébergement et restauration	263 888	31 350	6,5%

### Liste des principaux établissements en Île-de-France

Raison sociale	Activité	Effectifs	Département
EURO DISNEY	Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes	14 200	Seine-et-Marne
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	14 100	Val-d'Oise
BNP PARIBAS	Autres intermédiations monétaires	12 400	Paris
RENAULT SAS	Construction de véhicules automobiles	8 500	Yvelines
SOCIETE GENERALE	Autres intermédiations monétaires	8 100	Hauts-de-Seine
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	7 900	Val-d'Oise
AXA FRANCE IARD	Autres assurances	6 900	Hauts-de-Seine
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILE SA	Construction de véhicules automobiles	5 300	Yvelines
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILE SA	Construction de véhicules automobiles	5 300	Yvelines
TOTAL SA	Activités des sièges sociaux	5 000	Hauts-de-Seine

En 2009, les dix principaux établissements de la région regroupent 2,1 % de l'emploi.

Eurodisney, Air France et BNP Paribas rassemblent 40 700 salariés. Parmi les dix principaux établissements, trois appartiennent au secteur de la construction de véhicules automobiles et emploient 19 100 salariés.

# Recul de l'emploi en 2009 après cinq ans de croissance

## Évolution de l'emploi salarié par taille d'établissement

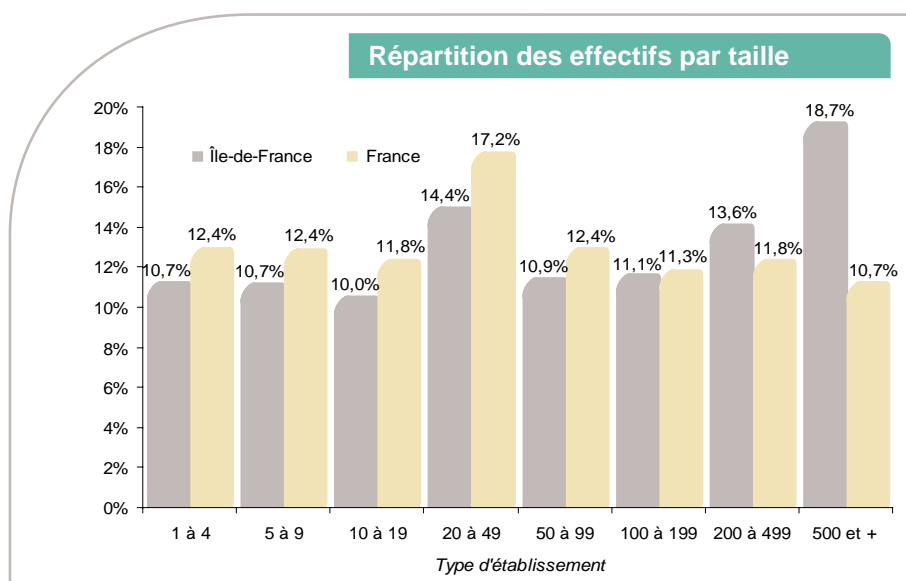
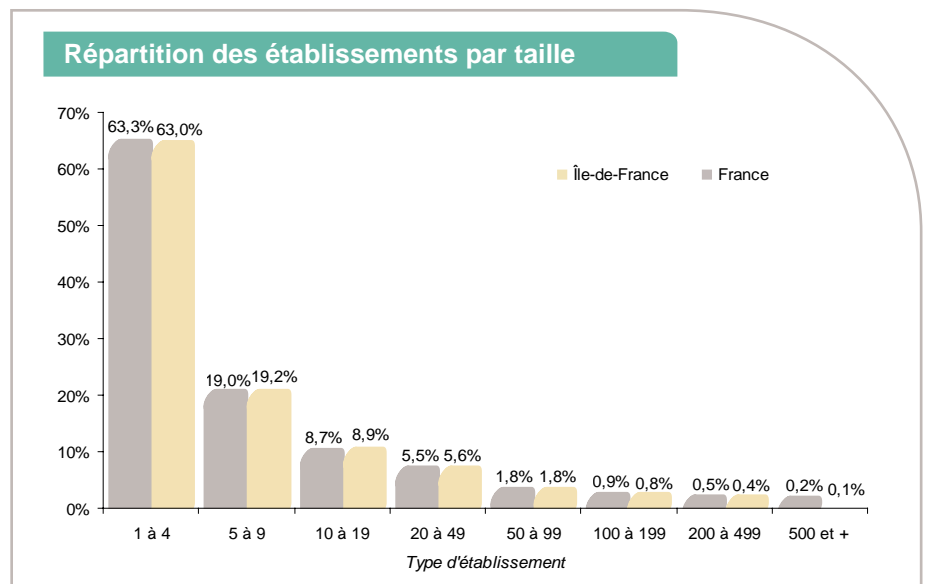
82 % des établissements franciliens emploient moins de 10 salariés ; ces petites structures représentent 21 % de l'emploi total en 2009. Les structures de

plus de 200 salariés représentent 0,7 % des établissements et concentrent 32 % de l'emploi.

Ce phénomène est moins prononcé en France.

En 2009, 348 300 établissements sont affiliés à l'Assurance chômage en Île-de-France, soit 22 % du total national. La structure par taille est similaire à celle de la France. Les petits établissements dominent : 63 % des établissements ont moins de 5 salariés et 82 % moins de 10.

En Île-de-France, 700 établissements emploient plus de 500 salariés, ce qui représente 0,2 % du total.

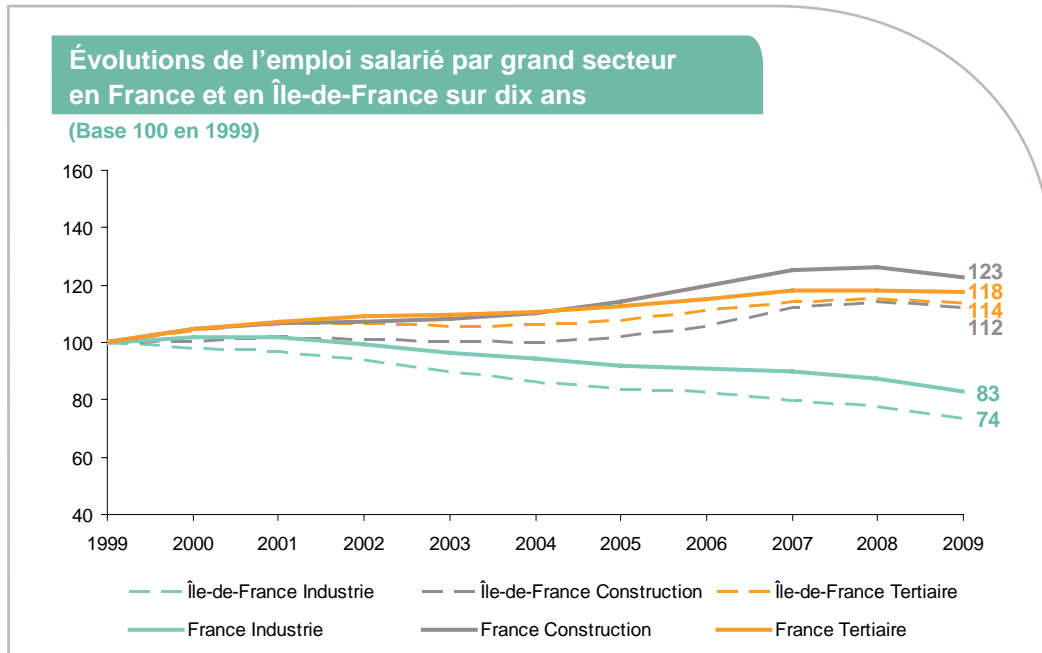


La région se distingue par une concentration de son emploi dans les grands établissements : les établissements de plus de 500 salariés regroupent ainsi 19 % de l'emploi salarié, contre 11 % au niveau national.

Au contraire, en France, l'emploi se concentre davantage dans les petits établissements. Les établissements de moins de 20 salariés regroupent ainsi 37 % des effectifs en France, contre 31 % pour la région.



# Recul de l'emploi en 2009 après cinq ans de croissance



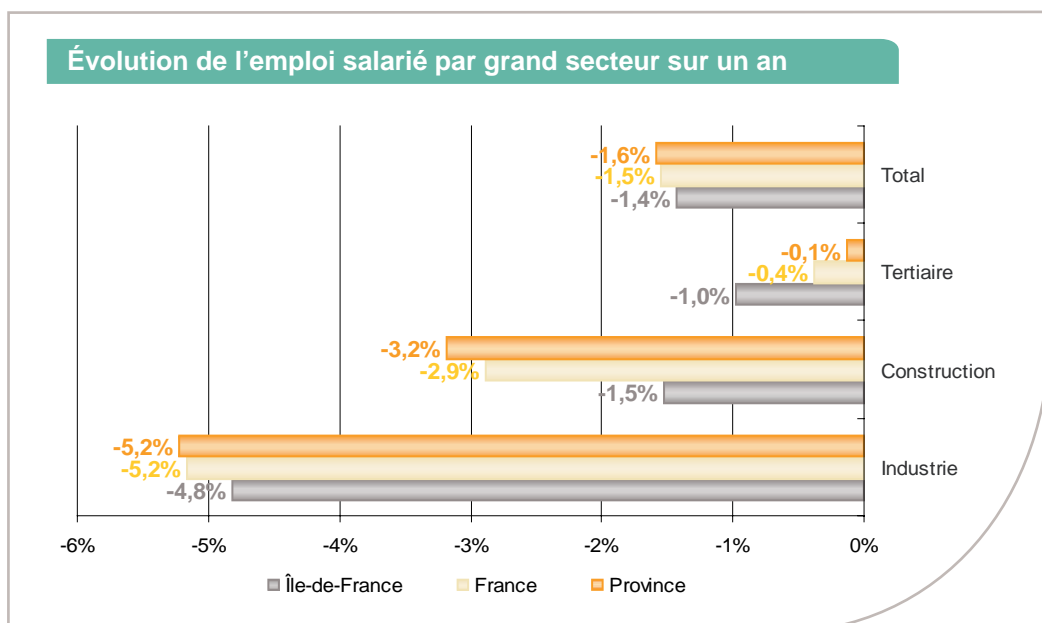
## Évolution sur un an

En 2009, l'évolution de l'emploi est négative tant dans la région capitale (- 1,4 %) qu'en province (- 1,6 %).

Le nombre de salariés du secteur de l'industrie continue de baisser (- 4,8 % en Île-de-France et - 5,2 % en province).

La construction enregistre elle aussi une réduction d'effectifs en Île-de-France (- 1,5 %) et en province (- 3,2 %) alors qu'en 2008, ce secteur n'affichait aucune destruction d'emploi, ni au niveau régional, ni au niveau national.

En Île-de-France, le tertiaire perd des emplois alors qu'il enregistrait une hausse de ses effectifs en 2008. La région capitale affiche des pertes supérieures à celles des autres régions (- 1 % contre - 0,1 %) sur l'année 2009.



## Recul de l'emploi en 2009 après cinq ans de croissance

Sur un an, les cinq activités les plus dynamiques créent 11 900 emplois alors que cinq secteurs en détruisent 28 200.

Comme en 2008, le secteur de l'«*hébergement médico-social et l'action sociale*» est le plus dynamique (+ 3 600 salariés ; +2,7 %) ; plus précisément, l'«*hébergement médicalisé pour personnes âgées*» (+1 300 emplois ; + 7,1 %) et «*l'accueil de jeunes enfants*» (+ 1 200 emplois ; + 17,2 %) enregistrent les plus fortes progressions.

Contrairement à 2008, les «*activités liées à l'emploi*» enregistrent une hausse de leurs effectifs (+ 3 100 salariés ; + 2,4 %), grâce à l'intérim (+ 3 300 emplois ; + 2,8 %). Les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire, code d'activité de l'établissement de travail temporaire. Toutefois, le secteur utilisateur peut être différent. Ainsi, au 31 décembre 2009, 22 % des intérimaires effectuent leur mission dans un établissement de l'industrie, 19 % dans

un établissement de la construction et 59 % dans un établissement du tertiaire. Si on répartit l'évolution des salariés intérimaires dans chaque secteur selon ces poids, on obtient des évolutions pour 2009 égales à - 4,7 % dans l'industrie à la place de - 4,8 %, - 1,3 % dans la construction à la place de - 1,5 %. Les effectifs du tertiaire varient très peu : de - 0,97 % à - 1 %.

En 2009, 2 100 salariés supplémentaires (+ 2,8 %) sont enregistrés dans l'«*enseignement*» grâce notamment au dynamisme des «*autres enseignements*» (+ 900 emplois dans, entre autres, les «*activités de soutien scolaire et de formation*»), de l'«*enseignement supérieur*» (+ 500 emplois ; + 5,4 %) et de «*la formation continue des adultes*» (+ 500 postes ; + 1,9 %).



Le «*commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles*» enregistre une baisse importante de ses effectifs (- 8 800 emplois ; - 3 %). Cela concerne

principalement le «*commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels*» (- 1 500 emplois ; - 7,7 %), de «*fournitures et équipements industriels divers*» (- 1 400 salariés ; - 4,8 %) ainsi que «*de bois et de matériaux de construction*» (- 900 postes de travail ; - 7,4 %).

Après une progression en 2008, les effectifs de l'informatique diminuent cette année. La «*programmation, conseil et autres activités informatiques*» affiche 6 500 emplois en moins (- 3,5 %). Les «*conseils en système et logiciels informatiques*» (- 3 900 emplois ; - 3,4 %) ont été particulièrement touchés.

La tendance des années précédentes se poursuit dans l'«*industrie automobile*» : le nombre d'emplois baisse de 4 600 dans le secteur (- 8,8 %). La «*construction de véhicules automobiles*» perd à elle seule 3 600 postes (- 8 %).

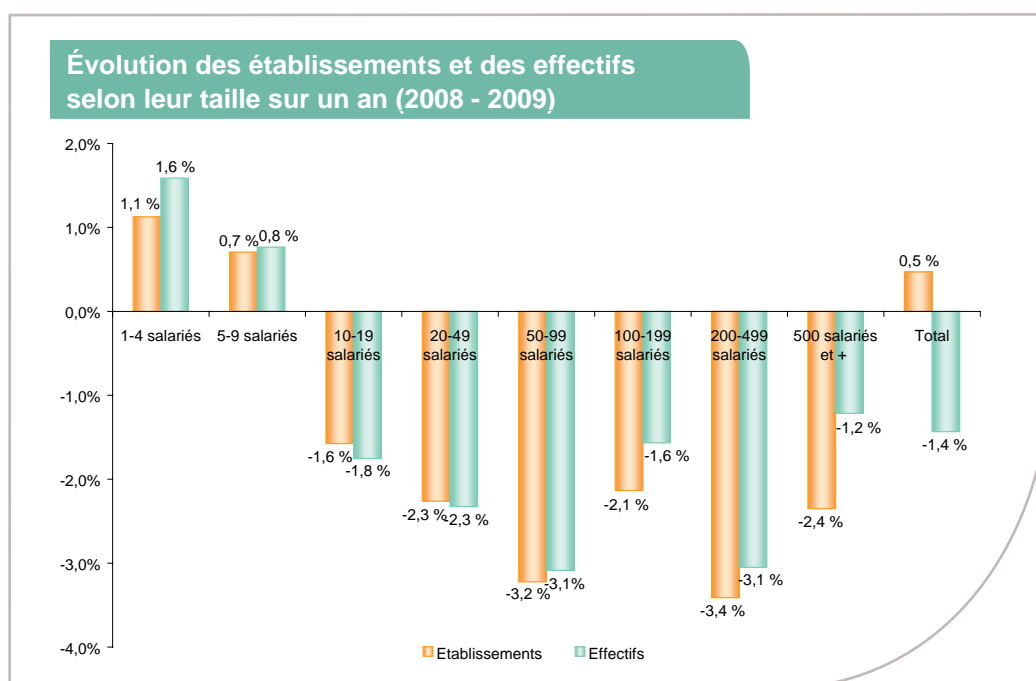
### Principales évolutions annuelles des effectifs (NAF A64) en Île-de-France

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 1 an	Evolution sur 1 an en %	
	31.12.2008	31.12.2009			
 Principales hausses	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	131 585	135 157	3 572	2,7
	Activités liées à l'emploi	127 243	130 319	3 076	2,4
	Enseignement	75 048	77 129	2 081	2,8
	Autres services personnels	44 807	46 661	1 854	4,1
	Activités des organisations associatives	75 873	77 231	1 358	1,8
 Principales baisses	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	341 445	337 331	-4 114	-1,2
	Construction	274 422	270 243	-4 179	-1,5
	Industrie automobile	52 213	47 629	-4 584	-8,8
	Programmation, conseil et autres activités informatiques-services d'information	184 371	177 881	-6 490	-3,5
	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	295 497	286 683	-8 814	-3,0

# Recul de l'emploi en 2009 après cinq ans de croissance

## Évolution des effectifs en 2009 avec répartition sectorielle des intérimaires

Secteur	Evolution 2008-2009			
	Avec comptabilisation "traditionnelle" des intérimaires (dans le secteur tertiaire)		Avec répartition des intérimaires selon le secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %
Industrie	-21 991	-4,8%	-21 258	-4,7%
Construction	-4 179	-1,5%	-3 546	-1,3%
Tertiaire	-33 279	-1,0%	-34 645	-1,0%



En 2009, 1 600 établissements supplémentaires sont inscrits à l'Assurance chômage en Île-de-France, ce qui porte à 345 900 le nombre d'affiliés (+ 0,5 %). Cette progression est plus rapide qu'en 2008 (+ 0,2 %) et est entièrement due au dynamisme des petits établissements (moins de 10 salariés). Ainsi, en 2009, 2 900 établissements ont été créés dans cette catégorie dont 84 % dans les très petits établissements (moins de 5 salariés). Trois départements sont particulièrement dynamiques : la Seine-

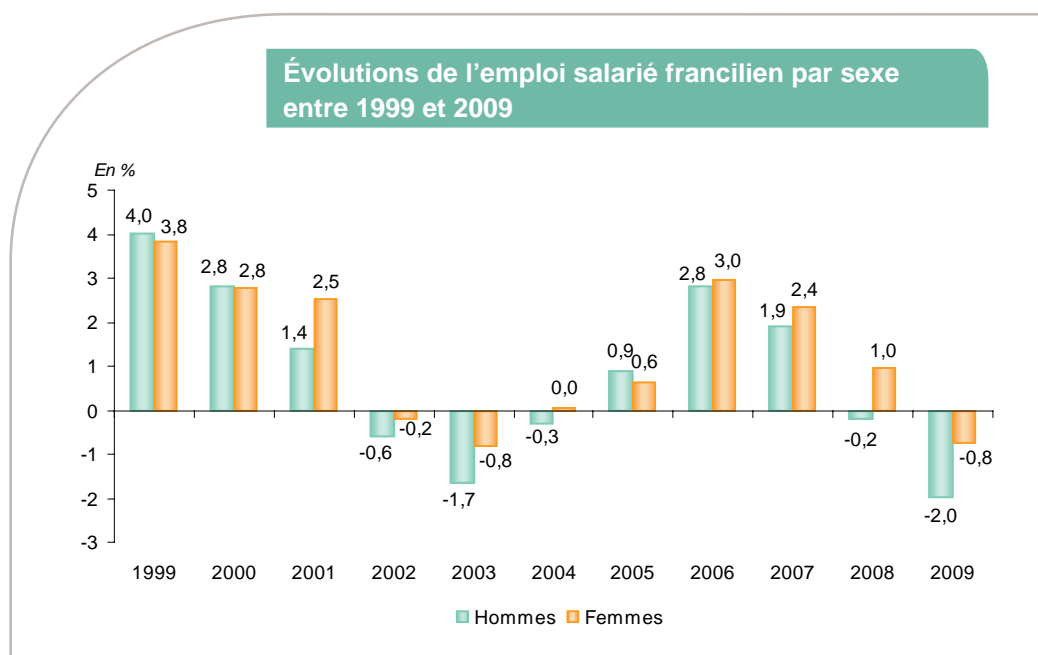
Saint-Denis (+ 2,5 %), l'Essonne (+ 2 %) et le Val-d'Oise (+ 1,8 %).

Au contraire, le nombre d'établissements régresse au-delà de 10 salariés. Avec des évolutions respectives de - 3,2 % et - 3,4 %, les catégories «50-99 salariés» et «200-499 salariés» sont particulièrement touchées. Le nombre de «50-99 salariés» diminue fortement dans les Hauts-de-Seine (- 5,8 %) tandis que celui des «200-499 salariés» baisse considérablement dans le Val-de-Marne (- 10,6 %) et en Seine-et-Marne (- 8,5 %).

Alors que le nombre d'emplois diminue globalement de 1,4 %, il progresse de 1,2 % dans les petits établissements. Ce taux atteint même 2,6 % en Seine-Saint-Denis et 2,1 % dans l'Essonne. Les effectifs diminuent très nettement dans les catégories «50-99 salariés» et «200-499 salariés» (- 3,1 % dans chaque catégorie). Plus précisément, le nombre d'emplois baisse de 5 % chez les «50-99 salariés» dans les Hauts-de-Seine et de 13,2 % chez les «200-499 salariés» dans le Val-de-Marne.

## Recul de l'emploi en 2009 après cinq ans de croissance

### Évolution de l'emploi salarié par sexe



### L'emploi régresse chez les hommes, mais aussi chez les femmes

En Île-de-France, en 2009, 1,8 million de salariés sont des femmes. En dix ans, leur part a progressé de 1,3 point pour atteindre 44,6 %.  
Au niveau national, ce taux est passé de

41,9 % en 1999 à 44,5 % en 2009 (+ 2,6 points).

Cette année, pour la première fois depuis 2003, le nombre de femmes salariées en

Île-de-France diminue (- 0,8 %). Par ailleurs, le nombre de salariés masculins continue sa baisse amorcée en 2008 (- 2 %)

# Recul de l'emploi en 2009 après cinq ans de croissance

## Dans le secteur social et celui de la santé, plus de trois quarts des employés sont des femmes

Le secteur de l'«*hébergement médico-social et l'action sociale*» est créateur d'emploi en 2009 (+ 3 %) et emploie 78 % de femmes. En particulier, dans «*l'accueil de jeunes enfants*», 95 % des salariés sont des femmes (7 700) et, en un an, les

effectifs féminins y ont crû de 18 %. Dans «*l'aide à domicile*», 92 % des emplois sont occupés par des femmes (19 400) ; en un an, le secteur n'a enregistré que 3 % de hausse de ses effectifs totaux. Les femmes sont, au contraire, très peu représentées

dans certains secteurs du transport et dans la «*construction*». Dans ces activités, 87 % des salariés sont des hommes. En particulier, dans les «*travaux de démolition et de plâtrerie*», plus de neuf emplois sur dix sont détenus par des hommes.

### Les activités (NAF A64) où la part des femmes dans le total des salariés est la plus élevée\*

Activités	Nombre de femmes	Effectif total	Part des femmes	Evol 2008/2009 femmes	Evol 2008/2009 Total
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	105 422	135 157	78%	3%	3%
Activités pour la santé humaine	77 009	99 991	77%	1%	1%
Autres services personnels	35 657	46 661	76%	5%	4%
Administration publique et défense-sécurité sociale obligatoire	34 846	46 325	75%	-1%	-1%
Activ. des agences de voyage, voyagistes, serv. de réserv. et activ. connexes	12 468	17 446	71%	-4%	-2%

### Les activités (NAF A64) où la part des hommes dans le total des salariés est la plus élevée\*

Activités	Nombre d'hommes	Effectif total	Part des hommes	Evol 2008/2009 hommes	Evol 2008/2009 Total
Construction	236 008	270 243	87%	-2%	-2%
Transports terrestres et transport par conduites	64 811	74 230	87%	-1%	0%
Collecte et traitement des eaux usées, traitement des déchets et dépollution	17 623	20 536	86%	1%	0%
Activités de poste et de courrier	1 836	2 144	86%	7%	6%
Réparation et installation de machines et d'équipements	17 895	21 566	83%	-11%	-11%

\* Seules les activités comportant plus de 1 000 salariés sont retenues.

Par analogie avec la situation de l'emploi, la part des demandeurs d'emploi est plus élevée chez les hommes puisque ces derniers représentent 53,4 % des chômeurs de catégorie A en décembre 2009.

En un an, leur situation s'est davantage dégradée que celle des femmes tant au niveau national que régional. Ainsi, leur nombre a progressé de 23,1 % en France métropolitaine et de 24,3 % dans

la région capitale entre décembre 2008 et décembre 2009. Durant la même période, le nombre de femmes en recherche d'emploi a augmenté de 13,6 % dans l'Hexagone et de 18,3 % en Île-de-France.

*La Seine-Saint-Denis est le seul département à afficher une évolution de l'emploi positive (+ 0,6 %).*

*L'emploi diminue de 0,7% dans le Val-de-Marne et de plus de 1,5 % dans les autres départements.*

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## PARIS

En 2008, Paris compte 2 199 500 habitants, soit 18,8 % des franciliens.

En 2009, 138 300 établissements emploient 1 234 900 salariés.

Estimations de population au 1 <sup>er</sup> janvier 2008 <sup>1</sup>	2 199 500
Nombre de salariés en 2009	1 234 948
Nombre d'établissements en 2009	138 341
Taux de chômage en décembre 2009 <sup>1</sup>	9,3
Superficie <sup>1</sup>	105 km <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Source : Insee

### Point sur la conjoncture

En un an, le taux de chômage<sup>1</sup> a augmenté de 1,8 point pour atteindre 9,3 % en décembre 2009. Ce taux reste le plus élevé de la région, derrière celui de la Seine-Saint-Denis (11,3 %). Le taux de chômage francilien passe, quant à lui, de 6,7 % à 8,4 %.

En décembre 2009, 109 800 demandeurs

d'emploi de catégorie A sont dénombrés dans la capitale, soit 22 % du total régional. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé plus lentement que dans la région (+ 18,6 % contre 21,5 %).

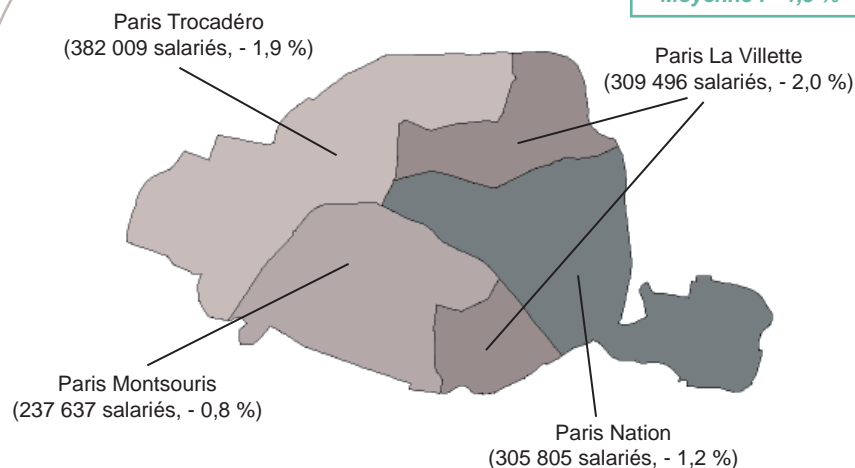
En 2009, 1,23 million de personnes sont salariées à Paris, soit une baisse de 1,5 %

en un an (- 19 300). Cette évolution est proche de celle de la région (- 1,4 %) et similaire à celle de la métropole (- 1,5 %).

Paris compte 138 300 établissements en 2009, soit une augmentation annuelle de 0,4 % (+ 0,5 % dans la région et - 0,5 % en France métropolitaine).

### Évolution des effectifs (2008 - 2009)

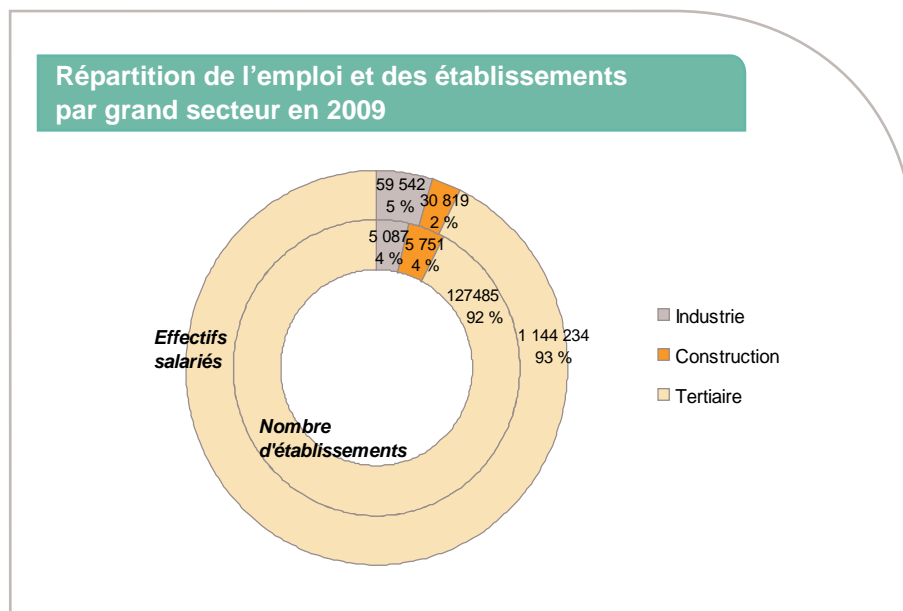
Moyenne : - 1,5 %



31 % des salariés parisiens travaillent dans le bassin d'emploi de Paris Trocadéro. Sur un an, tous les bassins d'emploi de Paris enregistrent une diminution d'effectifs. Le bassin d'emploi de Paris La Villette affiche la baisse la plus importante (- 2 %).

## Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

Paris se caractérise par la prépondérance de l'activité tertiaire dans son économie : 93 % de ses effectifs travaillent dans ce secteur, soit 1,14 million de personnes. Quant à la construction, seuls 2 % des salariés sont employés dans ce secteur, contre 7 % dans la région et 9 % en France. Paris est le département le moins industrialisé de la région avec à peine 5 % des salariés provenant de ce secteur (11 % dans la région et 20 % en France).



### Les cinq principales activités du département en 2009

Activités prédominantes (NAF A64)	Salariés	Etablissements	Poids dans l'emploi régional
Hébergement et restauration	135 771	14 243	11,0 %
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager ; autres activités de soutien	112 697	28 425	9,1 %
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	109 440	16 318	8,9 %
Activités juridiques et comptables ; conseil de gestion ; activités des sièges sociaux	99 918	11 433	8,1 %
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	75 233	3 560	6,1 %

À Paris, les établissements de l'«*hébergement et de la restauration*» emploient plus d'un salarié sur dix. Le secteur regroupe 14 200 établissements et 135 800 salariés. 50 % de ces derniers travaillent dans la «*restauration traditionnelle*» et 23 % dans les «*hôtels*». Les «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*»

regroupent 9,1 % de l'emploi parisien, soit 112 700 salariés répartis dans 28 400 établissements. 37 100 salariés travaillent dans les établissements des «*activités combinées de soutien lié aux bâtiments*» (nettoyage intérieur courant, entretien, gardiennage...) et 23 400 dans ceux du «*nettoyage courant des bâtiments*». Les

16 300 établissements du «*commerce de détail*» regroupent 109 400 salariés soit 8,9 % de l'emploi parisien. Parmi ces derniers, un sur cinq est employé dans le «*commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé*».

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

PARIS

## Les principaux établissements (hors entreprises de travail temporaire)

Les cinq premiers établissements regroupent 2 % des effectifs parisiens.

Raison sociale	Activité	Effectifs
BNP PARIBAS	Autres intermédiations monétaires	12 400
SANOFI-AVENTIS FRANCE	Fabrication de préparations pharmaceutiques	3 300
FONDATION HOPITAL SAINT JOSEPH	Activités hospitalières	3 000
GALERIES LAFAYETTES	Grands magasins	2 900
ACCENTURE	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	2 900

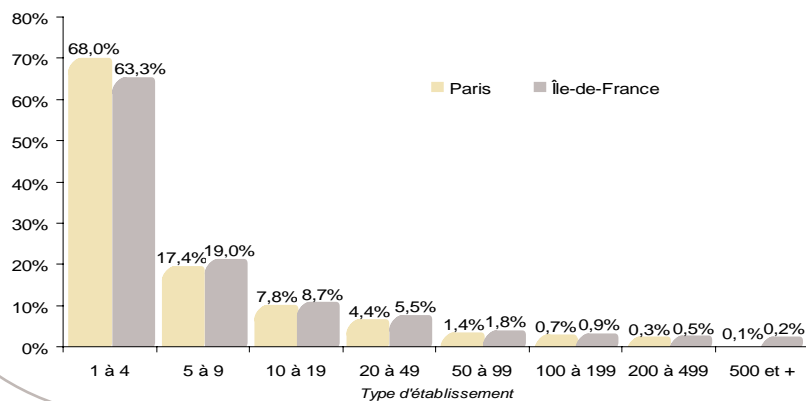
## Répartition de l'emploi par tranche de taille

Paris se distingue par le poids des petits établissements : 68 % des établissements parisiens emploient moins de 5 salariés

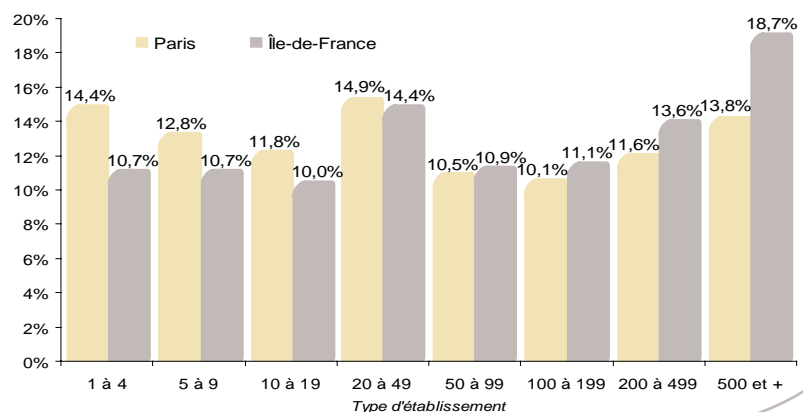
contre 63,3 % dans la région. 14,4 % des salariés travaillent dans ces très petits établissements ; ils sont 10,7 % dans la région.

54 % des salariés travaillent dans des établissements de moins de 50 salariés ; en Île-de-France, cette part s'élève à 45,8 %.

### Répartition des établissements par taille

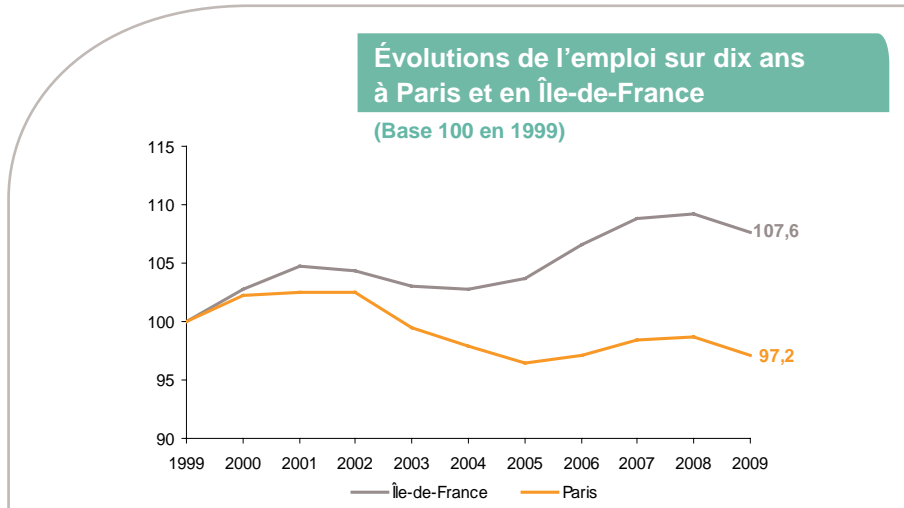


### Répartition des effectifs par taille



# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

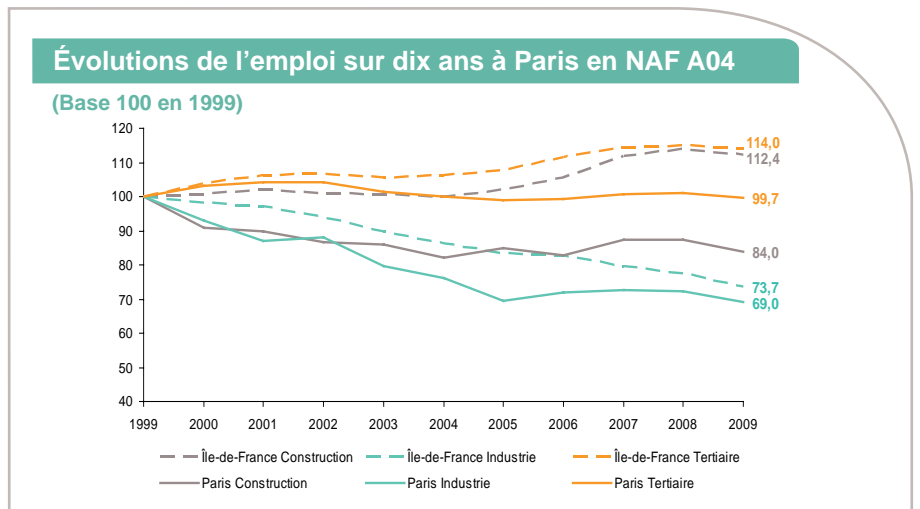
## Évolutions de l'emploi sur dix ans



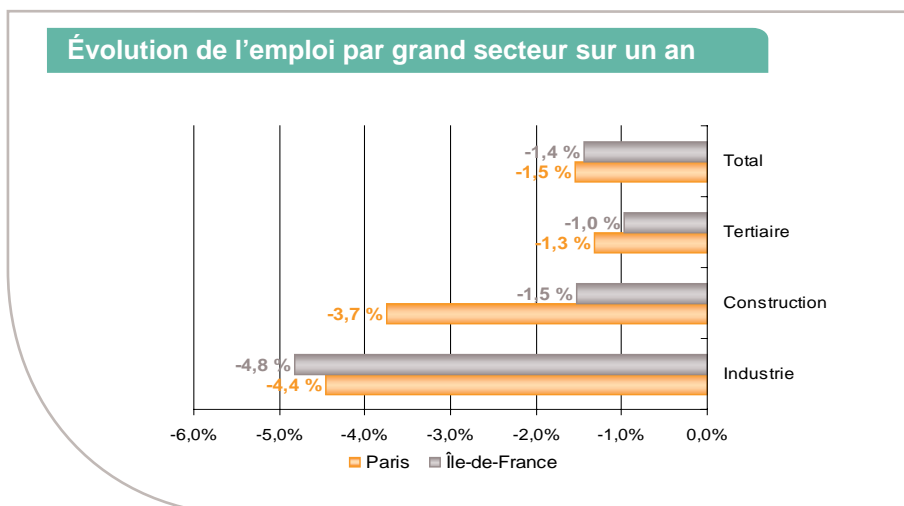
Sur dix ans, l'évolution des effectifs à Paris est négative (- 2,8 %) alors que l'évolution est positive en Île-de-France (+ 7,6 %). Sur un an, la croissance de l'emploi est en baisse dans les deux zones (- 1,5 % à Paris ; - 1,4 % en Île-de-France).

À Paris, dans les trois principaux secteurs, les évolutions sont moins favorables qu'en Île-de-France. Sur dix ans, Paris perd des emplois dans la construction (- 16 %) et l'industrie (- 31 %). Ces baisses affectent peu l'emploi global, dominé par le secteur tertiaire. En dix ans, les effectifs de ce secteur restent stables.

Au niveau régional, seul le secteur de l'industrie affiche une diminution de salariés (- 26 %) alors que le tertiaire et la construction enregistrent des évolutions de l'emploi positives (respectivement + 14 % et + 12 %).



## Évolution de l'emploi sur un an





Sur un an, les effectifs diminuent de 1,5 % dans la capitale et de 1,4 % dans la région. Les trois principaux secteurs enregistrent des pertes de salariés à Paris et en Île-de-France. Le tertiaire affiche une plus forte baisse des effectifs dans la capitale (- 1,3 %) qu'en Île-de-France (- 1%). De même, dans le secteur de la construction, le nombre de salariés diminue plus rapidement à Paris (- 3,7 %) que dans la région (- 1,5 %). En revanche, l'évolution de l'emploi dans l'industrie est un peu plus négative dans la région francilienne (- 4,8 %) qu'à Paris (- 4,4 %).

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

PARIS

## Principales évolutions des effectifs par activité sur dix ans (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 10 ans	Evolution sur 10 ans en %	
	31.12.1999	31.12.2009			
 Principales hausses	Activités juridiques et comptables ; conseil de gestion ; activ. des sièges sociaux	75 249	99 918	24 669	32,8%
	Hébergement et restauration	111 679	135 771	24 092	21,6%
	Programm., conseil et autres activités informatiques-services d'information	36 367	54 840	18 473	50,8%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	24 698	36 188	11 490	46,5%
	Enseignement	28 735	34 630	5 895	20,5%
 Principales baisses	Assurance	43 438	29 871	-13 567	-31,2%
	Edition	48 047	34 443	-13 604	-28,3%
	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	65 517	48 792	-16 725	-25,5%
	Activités immobilières	48 882	31 176	-17 706	-36,2%
	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	100 392	75 233	-25 159	-25,1%

Les services aux entreprises («*activités juridiques, conseil de gestion*») et aux particuliers («*hébergement, restauration*») sont les principaux créateurs d'emplois en dix ans.

Dans les «*activités juridiques et comptables, conseil de gestion et activités des sièges sociaux*», 24 700 emplois ont été créés



depuis 1999, soit une progression de 32,8 %. L'«*hébergement et restauration*» a également vu le nombre de ses salariés augmenter significativement (+ 24 100 ; + 21,6 %).

Les activités informatiques sont aussi un secteur porteur : l'emploi croît de 50,8 % en 10 ans, soit 18 500 postes de travail

supplémentaires.

Au contraire, les établissements des «*activités des services financiers*» ont enregistré un recul du nombre de leurs salariés à Paris de 25,1 % ; cela est notamment dû à des mouvements de personnels vers la petite couronne.

## Principales évolutions des effectifs par activité en 2009 (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 1 an	Evolution sur 1 an en %	
	31.12.2008	31.12.2009			
 Principales hausses	Télécommunications	8 938	9 875	937	10,5%
	Enseignement	33 735	34 630	895	2,7%
	Autres services personnels	14 256	15 021	765	5,4%
	Activités des organisations associatives	42 827	43 559	732	1,7%
	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	108 808	109 440	632	0,6%
 Principales baisses	Activités juridiques et comptables ; conseil de gestion ; activ. des sièges sociaux	101 985	99 918	-2 067	-2,0%
	Publicité et études de marché	23 168	20 963	-2 205	-9,5%
	Programmation, conseil et autres activités informatiques-services d'information	57 456	54 840	-2 616	-4,6%
	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	51 563	48 792	-2 771	-5,4%
	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	79 948	75 233	-4 715	-5,9%

Sur un an, les activités les plus créatrices d'emplois affichent des hausses d'effectifs ne dépassant pas le millier. En revanche, les activités les plus destructives d'emplois enregistrent des pertes de près de cinq mille salariés.

Les effectifs des établissements des «*télécommunications*» ont augmenté de 10,5 %, soit + 900 postes de travail. L'«*enseignement*» est également une activité dynamique de la capitale affichant 900 salariés supplémentaires (+ 2,7 %).

À Paris, les «*activités des services financiers*» connaissent une évolution particulièrement défavorable avec 4 700 destructions d'emplois (- 5,9 %).

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## SEINE-ET-MARNE

En 2008, la Seine-et-Marne compte 1 301 500 habitants, soit 11,2 % des franciliens.

En 2009, 27 000 établissements emploient 313 200 salariés.

Estimations de population au 1 <sup>er</sup> janvier 2008 <sup>1</sup>	1 301 500
Nombre de salariés en 2009	313 207
Nombre d'établissements en 2009	26 973
Taux de chômage en décembre 2009 <sup>1</sup>	7,4
Principales villes et nombre d'habitants en 2007 <sup>1</sup> :	
Meaux	50 200
Chelles	51 700
Melun	38 900
Superficie <sup>1</sup>	5 915 km <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Source : Insee

### Point sur la conjoncture

En un an, le taux de chômage<sup>1</sup> a progressé de 1,6 point en Seine-et-Marne ; en décembre 2009, il atteint 7,4 %. Il reste inférieur aux moyennes régionale (8,4 %) et nationale (9,6 %).

En décembre 2009, 46 900 demandeurs

d'emploi de catégorie A sont dénombrés dans la Seine-et-Marne, soit une augmentation de 23,1 % en un an.

L'emploi baisse de 2,7 % (- 8 600 emplois) en un an. Cette évolution est bien plus négative que celle enregistrée dans la

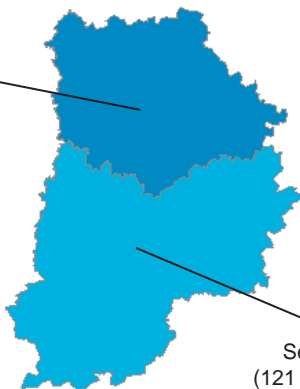
région (- 1,4 %).

La Seine-et-Marne compte 27 000 établissements en 2009, soit une hausse annuelle de 0,9 % (+ 0,5 % dans la région et - 0,5 % en France métropolitaine).

### Évolution des effectifs (2008 - 2009)

Moyenne : - 2,7 %

Seine-et-Marne Nord  
(191 268 salariés, - 2,2 %)



Seine-et-Marne Sud  
(121 939 salariés, - 3,3 %)

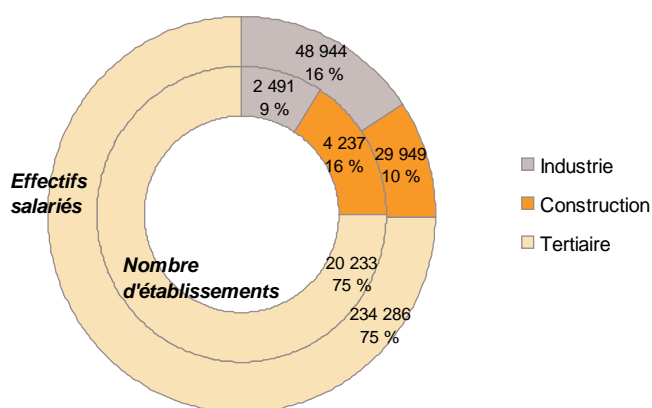
Plus de 60 % des effectifs de la Seine-et-Marne travaillent dans le nord du département en 2009. Sur un an, l'emploi régresse dans le nord (- 2,2 %) et dans le sud (- 3,3 %) de la Seine-et-Marne.

## Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

La part du secteur secondaire est importante en Seine-et-Marne. L'industrie rassemble 16 % des effectifs contre 11 % au niveau régional. La construction est également bien représentée : le secteur regroupe 10 % des effectifs de la Seine-et-Marne contre 7 % des effectifs franciliens.

Le tertiaire est donc moins présent dans le département : 75 % des salariés du département travaillent dans ce secteur contre 83 % pour la région.

### Répartition de l'emploi et des établissements par grand secteur en 2009



### Les cinq principales activités du département en 2009

Activités prédominantes (NAF A64)	Salariés	Etablissements	Poids dans l'emploi régional
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	35 245	3 736	11,3 %
Construction	29 949	4 237	9,6 %
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	25 443	1 940	8,1 %
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager ; autres activités de soutien	18 652	1 072	6,0 %
Hébergement et restauration	18 358	2 115	5,9 %

Le commerce (hors automobiles et motocycles) occupe une place prépondérante en Seine-et-Marne. Il regroupe 19 % des emplois du département soit 60 700 salariés. Les « hypermarchés » et les « supermarchés » emploient 20 % de ces derniers. Un peu

moins d'un salarié sur 10 travaille dans la « construction » ; parmi eux, plus d'un quart est employé dans les « travaux de maçonnerie générale » et « gros œuvre de bâtiment » ou dans les « travaux d'installation électrique dans tous locaux ». Les « enquêtes

et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager » regroupent 6 % de l'emploi seine-et-marnais. Sur 18 700 salariés, 6 600 travaillent dans le « nettoyage courant des bâtiments » et 3 800 dans les « activités de sécurité privée ».

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## Les principaux établissements (hors entreprises de travail temporaire)

Les cinq principaux établissements de Seine-et-Marne regroupent 6,8 % de l'effectif départemental.

Raison sociale	Activité	Effectifs
EURO DISNEY	Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes	14 200
SNECMA	Construction aéronautique et spatiale	3 400
CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE	Activités générales de sécurité sociale	1 300
SERIS SECURITY	Activités de sécurité privée	1 200
SILEC CABLE	Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques	1 100

## Répartition de l'emploi par tranche de taille

Le poids des petits établissements (de 1 à 4 salariés) est plus faible en Seine-et-Marne (58,6 %) qu'en Île-de-France (63,3 %).

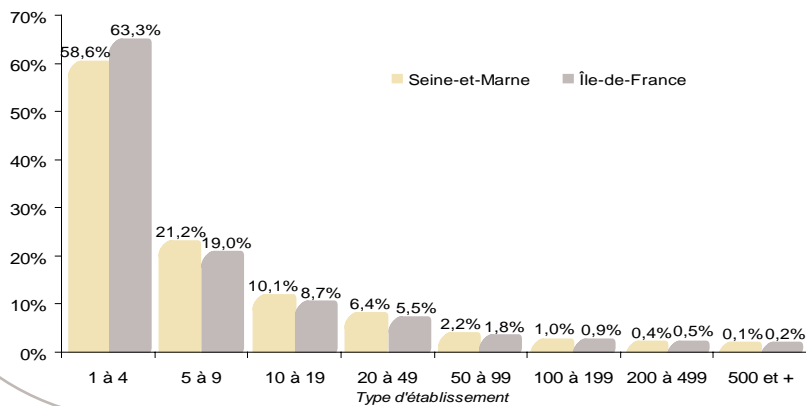
Ces petits établissements sont de plus grande taille : en effet, le poids de l'emploi

total dans ces établissements est le même que dans la région.

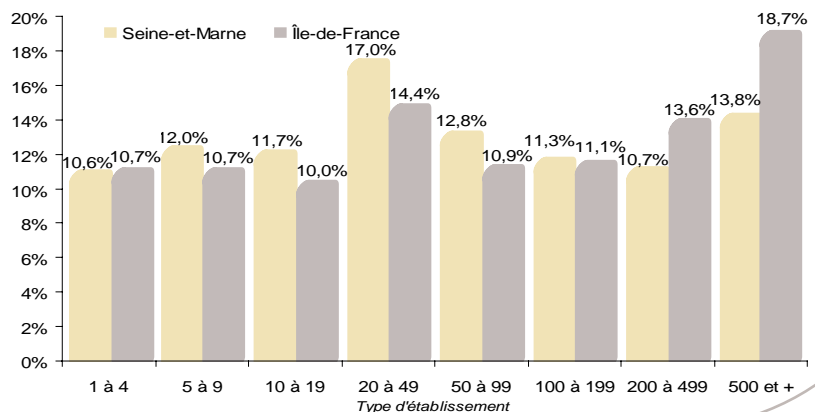
Le département se caractérise par l'importance des moyennes entreprises. Les établissements de 20 à 99 salariés repré-

sentent 8,6 % du total contre 7,3 % dans la région ; ils emploient 29,8 % des salariés contre 25,3 % dans la région.

### Répartition des établissements par taille



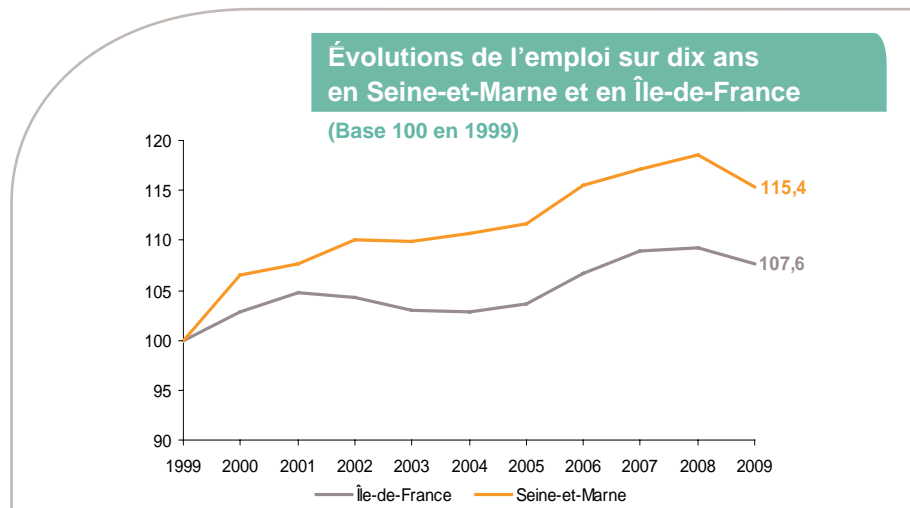
### Répartition des effectifs par taille



# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

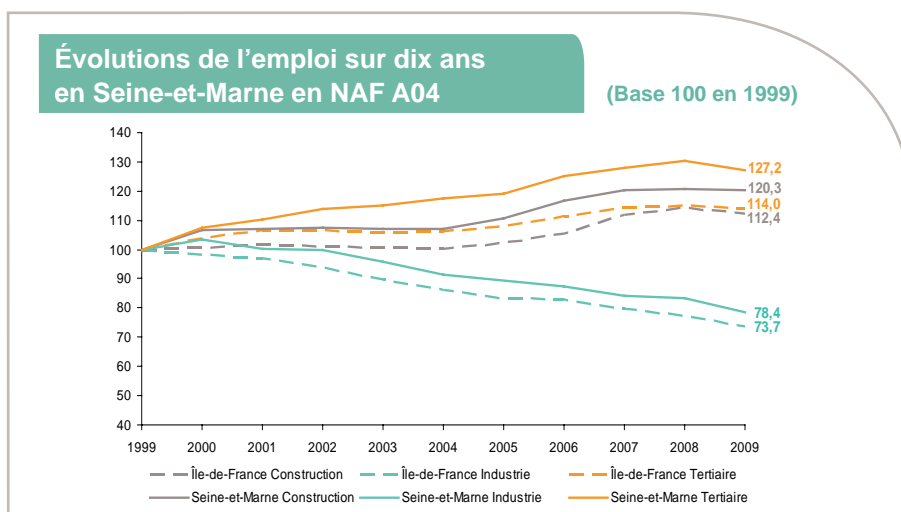
SEINE-ET-MARNE

## Évolutions de l'emploi sur dix ans

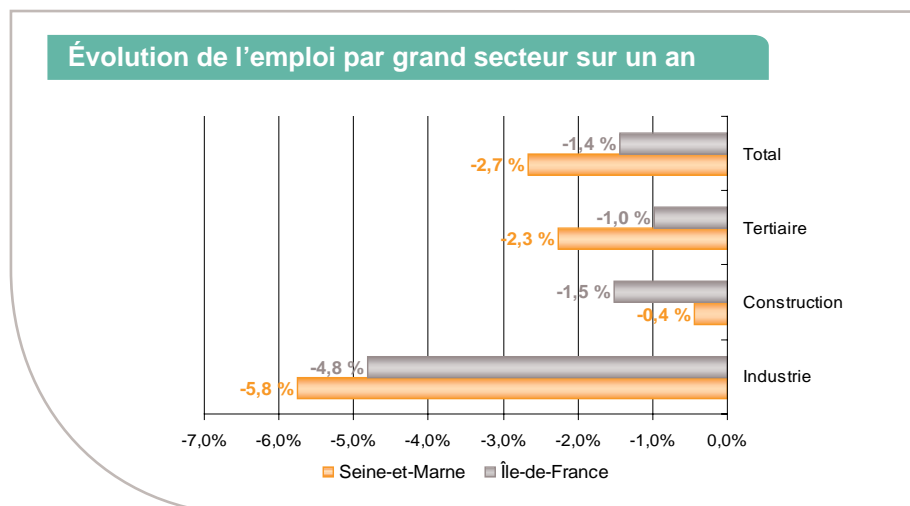


L'emploi en Seine-et-Marne est très dynamique entre 1999 et 2009 : les effectifs progressent de 15,4 % en dix ans contre 7,6 % dans la région.

En Seine-et-Marne, le tertiaire et la construction enregistrent, sur dix ans, des progressions d'effectifs largement supérieures à celles de la région (+ 27 % contre + 14 % pour le tertiaire et + 20 % contre + 12 % pour la construction). La situation de l'emploi est moins favorable dans l'industrie qui affiche - 22 % en dix ans ; ce taux reste toutefois meilleur que celui de la région (- 26 %).



## Évolution de l'emploi sur un an





En un an, les effectifs diminuent plus fortement en Seine-et-Marne (- 2,7 %) qu'en Île-de-France (- 1,4 %). Cette différence de résultats s'explique par une réduction plus importante des effectifs en Seine-et-Marne dans le secteur tertiaire (- 2,3 % contre - 1 %) et dans l'industrie (- 5,8 % contre - 4,8 %). En revanche, la construction affiche une évolution (- 0,4 %) meilleure que celle de la région (- 1,5 %).

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

SEINE-ET-MARNE

## Principales évolutions des effectifs par activité sur dix ans (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 10 ans	Evolution sur 10 ans en %	
	31.12.1999	31.12.2009			
 Principales hausses	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	26 435	35 245	8 810	33,3%
	Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	11 824	18 652	6 828	57,7%
	Hébergement et restauration	12 152	18 358	6 206	51,1%
	Construction	24 890	29 949	5 059	20,3%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	9 427	14 258	4 831	51,2%
 Principales baisses	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	7 275	5 758	-1 517	-20,9%
	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	4 695	3 158	-1 537	-32,7%
	Fabrication de prod. métalliques, à l'exception des machines et des équipements	7 777	5 982	-1 795	-23,1%
	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	4 230	2 229	-2 001	-47,3%
	Réparation et installation de machines et d'équipements	8 305	3 779	-4 526	-54,5%



Hormis la «*construction*», les activités les plus dynamiques en termes de créations d'emplois sur dix ans sont des activités du tertiaire. Dans le «*commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles*», les effectifs progressent de 33 %, soit 8 800 emplois supplémentaires ; parmi eux, 46 % sont employés dans les «*hypermarchés*» et dans le «*commerce de détail d'habillement en magasin*

spécialisé». Les activités d'«*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» enregistrent 6 800 postes de travail supplémentaires (+ 58 %) dont 4 600 se situent dans le «*nettoyage courant des bâtiments*» et dans les «*autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel*». L'«*hébergement et la restauration*» progressent de 51 %, soit 6 200 emplois dont

un peu moins de la moitié est issue de la «*restauration traditionnelle*» (+ 2 800 postes de travail).

Le secteur affichant la plus forte baisse des effectifs est la «*réparation et installation de machines et d'équipements*» (- 4 500 emplois ; - 54 %) ; plus précisément c'est la «*réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux*» qui est l'activité la plus déficitaire avec 3 900 emplois en moins.

## Principales évolutions des effectifs par activité en 2009 (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 1 an	Evolution sur 1 an en %	
	31.12.2008	31.12.2009			
 Principales hausses	Activités liées à l'emploi	12 874	13 217	343	2,7%
	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	5 330	5 608	278	5,2%
	Transports terrestres et transport par conduites	13 230	13 437	207	1,6%
	Activités des organisations associatives	2 685	2 852	167	6,2%
	Enseignement	4 484	4 609	125	2,8%
 Principales baisses	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	35 890	35 245	-645	-1,8%
	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	26 123	25 443	-680	-2,6%
	Fabrication de prod. métalliques, à l'exception des machines et des équipements	6 826	5 982	-844	-12,4%
	Entreposage et services auxiliaires des transports	10 447	9 452	-995	-9,5%
	Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	21 319	18 652	-2 667	-12,5%

Les «*activités liées à l'emploi*» enregistrent le plus grand nombre de créations d'emplois en 2009, soit 300 postes de travail supplémentaires (+ 2,7 %). Sur un an, les «*activités des services financiers*» affichent une hausse de 300 emplois et les activités

de «*transports terrestres*» gagnent, quant à elles, 200 emplois.

Ces principales hausses des effectifs sont très faibles en regard des principales baisses du nombre de salariés. Par exemple, les «*enquêtes et servi-*

ces relatifs aux bâtiments et aménagement paysager» perdent 2 700 emplois (- 12,5 %) ; plus précisément, les «*activités de sécurité privé*» perdent 900 salariés et le «*nettoyage courant des bâtiments*», 600 salariés.

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## YVELINES

En 2008, les Yvelines comptent 1 409 000 habitants, soit 12,1 % des franciliens.

En 2009, 29 300 établissements emploient 391 700 salariés.

Estimations de population au 1 <sup>er</sup> janvier 2008 <sup>1</sup>	1 409 000
Nombre de salariés en 2009	391 719
Nombre d'établissements en 2009	29 316
Taux de chômage en décembre 2009 <sup>1</sup>	6,8
Principales villes et nombre d'habitants en 2007 <sup>1</sup> :	
Versailles	88 900
Sartrouville	52 100
Saint-Germain-en-Laye	43 200
Superficie <sup>1</sup>	2 284 km <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Source : insee

### Point sur la conjoncture

En un an, le taux de chômage<sup>1</sup> a augmenté de 1,5 point dans les Yvelines ; en décembre 2009, il atteint 6,8 %. C'est le taux le plus bas de la région.

En décembre 2009, 47 200 demandeurs d'emploi de catégorie A sont dénombrés

dans les Yvelines, soit une hausse de 22,7 % en un an. La progression du nombre de demandeurs d'emploi est supérieure à celle de la région (+ 21,5 %) et à celle de la France (+ 18,5 %).

Le nombre de postes de travail diminue en un

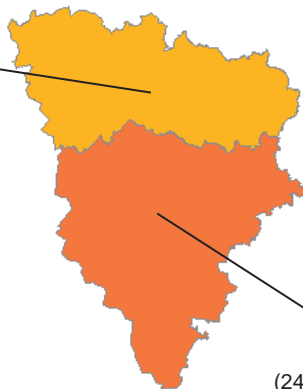
an (- 6 400 emplois, - 1,6 % contre - 1,4 % en Île-de-France) pour atteindre 391 700.

Les Yvelines comptent 29 300 établissements en 2009, soit une baisse annuelle de 0,1 % (+ 0,5 % dans la région et - 0,5 % en France métropolitaine).

### Évolution des effectifs (2008 - 2009)

Moyenne : - 1,6 %

Yvelines Nord  
(149 045 salariés, - 2,5 %)



Yvelines Sud  
(242 665 salariés, - 1,1 %)

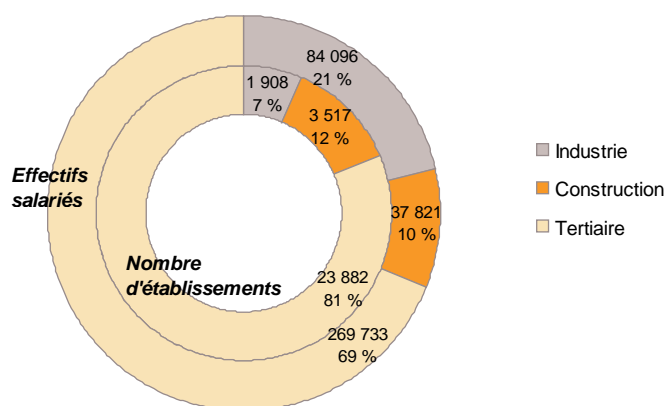
Les effectifs du bassin d'emploi Yvelines Sud représentent 62 % du département, soit 242 700 salariés. Les deux bassins d'emploi des Yvelines affichent des pertes d'effectifs (- 2,5 % pour Yvelines Nord ; - 1,1 % pour Yvelines Sud).

## Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

Le département des Yvelines se caractérise par l'importance de l'activité industrielle dans son économie : 21 % de ses effectifs travaillent dans ce secteur, soit 84 100 salariés alors qu'au niveau régional, l'industrie représente 11 % des effectifs. 19 % des effectifs industriels régionaux se situent dans les Yvelines alors qu'en moyenne à peine un salarié francilien sur dix travaille dans le département.

La construction est aussi bien représentée (10 % dans les Yvelines contre 7 % en Île-de-France) au détriment du secteur du tertiaire (69 % contre 83 % pour la région).

Répartition de l'emploi et des établissements par grand secteur en 2009



Les cinq principales activités du département en 2009

Activités prédominantes (NAF A64)	Salariés	Etablissements	Poids dans l'emploi régional
Construction	37 821	3 517	9,7 %
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	36 597	4 121	9,3 %
Industrie automobile	27 933	43	7,1 %
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	27 426	1 878	7,0 %
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager ; autres activités de soutien	25 055	2 152	6,4 %

Outre la «*construction*», le commerce et l'«*industrie automobile*» jouent des rôles importants pour l'emploi dans les Yvelines. Le commerce (hors automobiles et motocycles), regroupe ainsi 16,3 % des effectifs. Il s'agit

principalement des «*hypermarchés*» et du «*commerce interentreprises*». L'«*industrie automobile*» rassemble 7,1 % des salariés yvelinois. Parmi eux, 94 % travaillent dans la «*construction de véhicules automobiles*»,

soit 26 400 emplois. Cette prédominance de l'«*industrie automobile*» se retrouve dans la liste des principaux établissements du département.

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## Les principaux établissements (hors entreprises de travail temporaire)

Les cinq principaux établissements du département des Yvelines regroupent 6,5 % de l'effectif départemental.

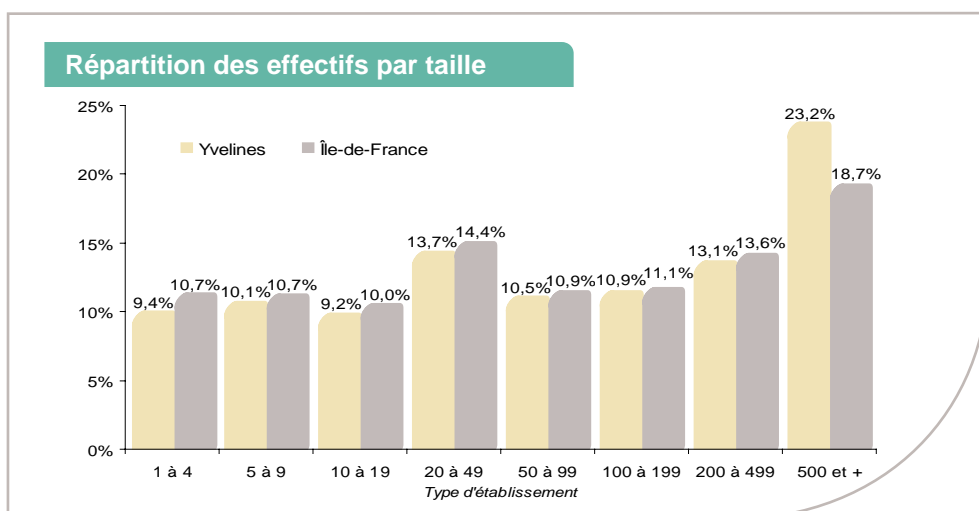
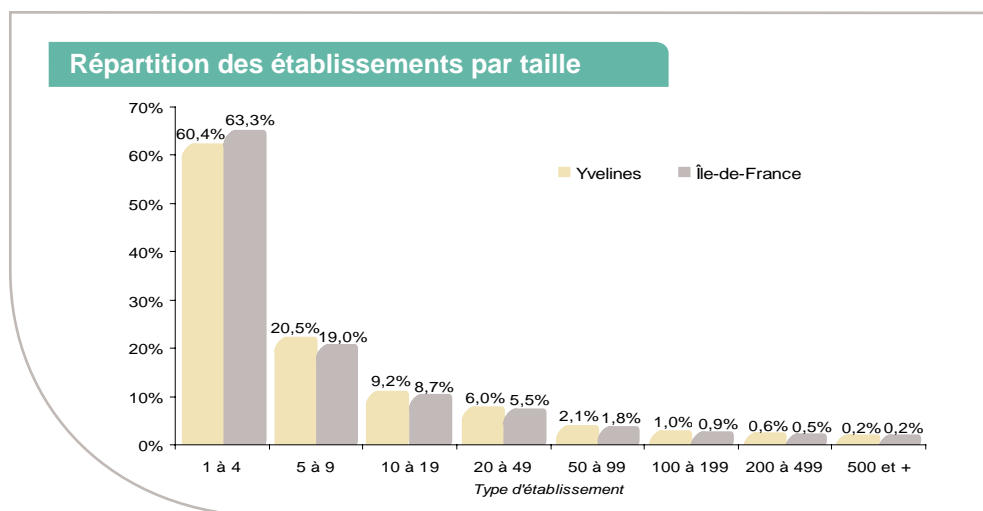
Raison sociale	Activité	Effectifs
RENAULT SAS	Construction de véhicules automobiles	8 500
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILE SA	Construction de véhicules automobiles	5 300
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILE SA	Construction de véhicules automobiles	5 300
RENAULT SAS	Construction de véhicules automobiles	3 400
STERIA	Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	3 100

## Répartition de l'emploi par tranche de taille

Les établissements de moins de 5 salariés représentent 60 % des structures des Yvelines mais seulement 9 % de l'emploi.

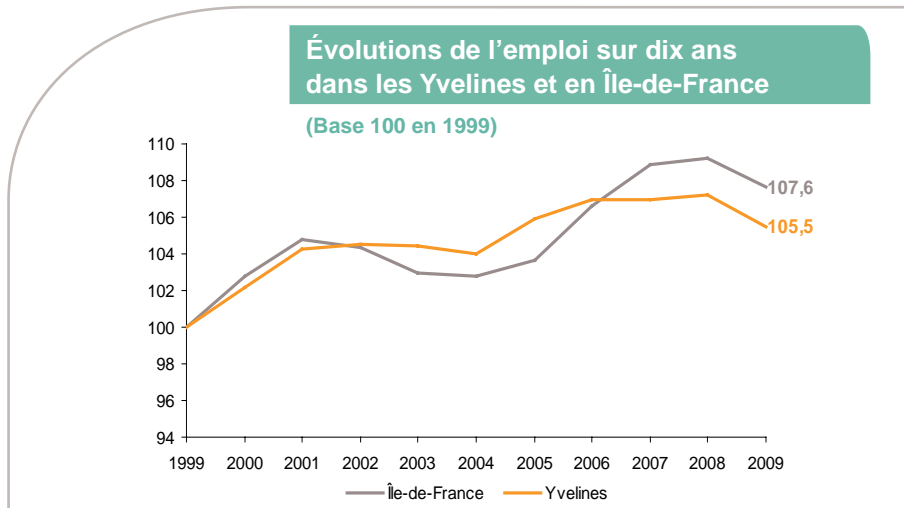
Les établissements regroupant le plus de salariés sont ceux de plus de 500 salariés. En effet, les 70 grandes structures

représentent 23 % de l'emploi.



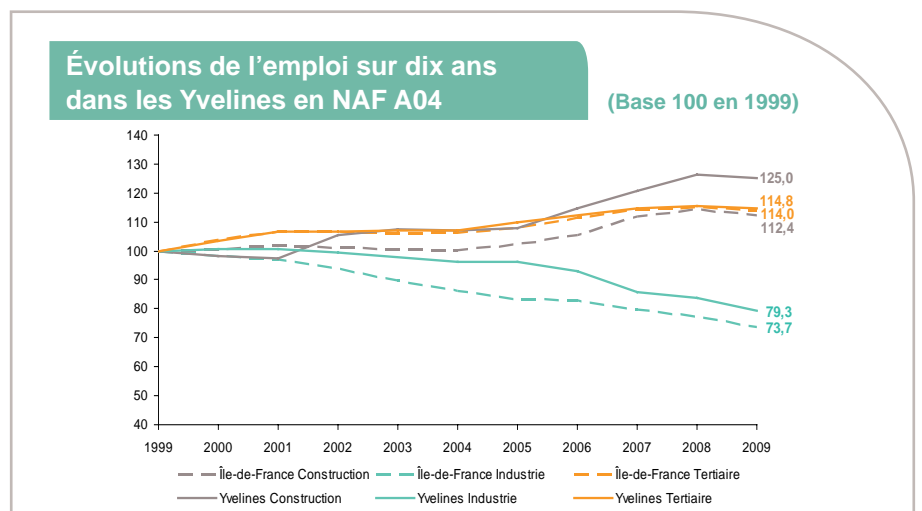
# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## Évolutions de l'emploi sur dix ans

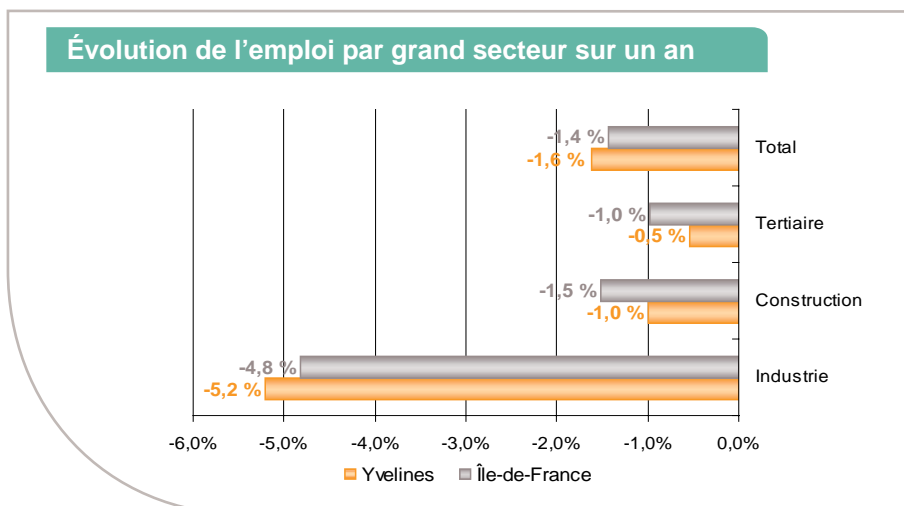


En dix ans, les effectifs des Yvelines augmentent moins vite que ceux de la région (+ 5,5 % contre 7,6 %).

Sur la période 1999-2009, les Yvelines enregistrent une évolution de l'emploi dans le secteur de la construction plus importante qu'en Île-de-France (+ 25 % contre + 12 %). Le nombre de salariés du tertiaire évolue de façon à peu près équivalente dans le département (+ 15 %) et dans la région (+ 14 %). Le secteur industriel s'en sort mieux par rapport à ce qui est observé en Île-de-France : le département affiche une baisse de 21 % alors que les effectifs industriels baissent de 26 % dans la région.



## Évolution de l'emploi sur un an



En un an, les effectifs diminuent dans les Yvelines (- 1,6 %) et en Île-de-France (- 1,4 %). Les trois principaux secteurs enregistrent des baisses du nombre de salariés au niveau départemental comme au niveau régional. Pour le tertiaire et la construction, les réductions d'effectifs sont plus faibles dans les Yvelines (- 0,5 % contre - 1 % pour le tertiaire et - 1 % contre - 1,5 % pour la construction). En revanche, le secteur de l'industrie affiche une baisse d'effectifs plus importante que dans la région (- 5,2 % contre - 4,8 %).

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

YVELINES

## Principales évolutions des effectifs par activité sur dix ans (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 10 ans	Evolution sur 10 ans en %	
	31.12.1999	31.12.2009			
↑ Principales hausses	Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	17 017	25 055	8 038	47,2%
	Construction	30 249	37 821	7 572	25,0%
	Activités d'architecture et d'ingén.-activ. de contrôle et analyses techniques	10 792	18 268	7 476	69,3%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	9 406	16 625	7 219	76,7%
	Programmation, conseil et autres activités informatiques-services d'information	6 879	11 974	5 095	74,1%
↓ Principales baisses	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	29 029	27 426	-1 603	-5,5%
	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	11 344	8 581	-2 763	-24,4%
	Fabrication de prod. métalliques, à l'exception des machines et des équipements	7 336	3 560	-3 776	-51,5%
	Réparation et installation de machines et d'équipements	8 430	4 063	-4 367	-51,8%
	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	23 899	16 462	-7 437	-31,1%

Sur dix ans, dans les Yvelines, le secteur des «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» est celui qui crée le plus d'emplois (+ 8 000 salariés). Plus de 30 % de ces créations d'emplois se situent dans les «*autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel*». La «*construction*» aussi se porte bien avec 7 600 emplois supplémentaires

en dix ans. Les «*activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques*» enregistrent, quant à elles, une progression de 69 % de leurs effectifs, en partie grâce au dynamisme de l'«*ingénierie et des études techniques*». La «*fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques*» affiche la plus importante perte d'emploi du département

(- 7 400 emplois ; - 31 %). Ce sont les activités de «*fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques*» et de «*fabrication d'équipements d'aide à la navigation*» qui ont été les plus fortement touchées avec des baisses respectives de 3 300 postes de travail et de 2 600 emplois sur dix ans.

## Principales évolutions des effectifs par activité en 2009 (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 1 an	Evolution sur 1 an en %	
	31.12.2008	31.12.2009			
↑ Principales hausses	Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	22 920	25 055	2 135	9,3%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	14 803	16 625	1 822	12,3%
	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	7 739	8 581	842	10,9%
	Fabrication d'autres matériels de transport	3 904	4 571	667	17,1%
	Autres services personnels	5 622	5 928	306	5,4%
↓ Principales baisses	Programmation, conseil et autres activités informatiques-services d'information	13 053	11 974	-1 079	-8,3%
	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	28 554	27 426	-1 128	-4,0%
	Activités d'architecture et d'ingén.-activ. de contrôle et analyses techniques	19 453	18 268	-1 185	-6,1%
	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	38 089	36 597	-1 492	-3,9%
	Industrie automobile	29 733	27 933	-1 800	-6,1%

Sur un an, les «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» sont le secteur le plus dynamique. Ce dernier voit ses effectifs progresser de 2 100 emplois (+ 9,3 %) dont 1 600 dans les «*autres activités de soutien aux entreprises*». Le secteur de l'«*hébergement médico-social et action sociale*» enregistre, quant à lui, une augmentation de 1 800 emplois ce qui

représente une évolution, sur un an, de 12 % des effectifs. Au sein de ce secteur, l'«*aide à domicile*» progresse de 1 600 salariés. Parmi les cinq principales hausses, il n'y a qu'un secteur appartenant à l'industrie : la «*fabrication d'autres matériels de transport*» (+ 700 emplois ; + 17 %). L'«*industrie automobile*» affiche la plus importante baisse d'effectifs (- 1 800 emplois,

- 6 %). Cette baisse est principalement liée à l'activité de «*construction de véhicules automobiles*» (- 1 600 postes de travail). Le «*commerce de détail, à l'exception des automobiles et motocycles*» perd 1 500 salariés en un an dont 400 dans les «*grands magasins*» et 300 dans les «*hypermarchés*».

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## ESSONNE

En 2008, l'Essonne compte 1 209 500 habitants, soit 10,4 % des franciliens.

En 2009, 24 100 établissements emploient 307 400 salariés.

Estimations de population au 1 <sup>er</sup> janvier 2008 <sup>1</sup>	1 209 500
Nombre de salariés en 2009	307 446
Nombre d'établissements en 2009	24 084
Taux de chômage en décembre 2009 <sup>1</sup>	6,9
Principales villes et nombre d'habitants en 2007 <sup>1</sup> :	
Evry	53 500
Corbeil-Essonnes	42 000
Massy	40 800
Superficie <sup>1</sup>	1 804 km <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Source : Insee

### Point sur la conjoncture

En un an, le taux de chômage<sup>1</sup> a progressé de 1,6 point en Essonne ; en décembre 2009, il atteint 6,9 % (contre 8,4 % en région et 9,6 % en France).

En décembre 2009, 41 000 demandeurs d'emploi de catégorie A sont dénombrés

dans l'Essonne, soit une augmentation de 25,1 % en un an. Cette progression est la plus forte enregistrée dans la région.

En 2009, 307 400 personnes sont salariées en Essonne, soit une baisse de 1,9 % en un an (- 6 000 salariés). La région connaît

une évolution un peu moins défavorable (- 1,4 %).

Le département de l'Essonne compte 24 100 établissements en 2009, soit une hausse de 0,9 % (+ 0,5 % dans la région et - 0,5 % en France métropolitaine).

### Évolution des effectifs (2008 - 2009)

Moyenne : - 1,9 %

Essonne Ouest  
(173 487 salariés, - 3,0 %)



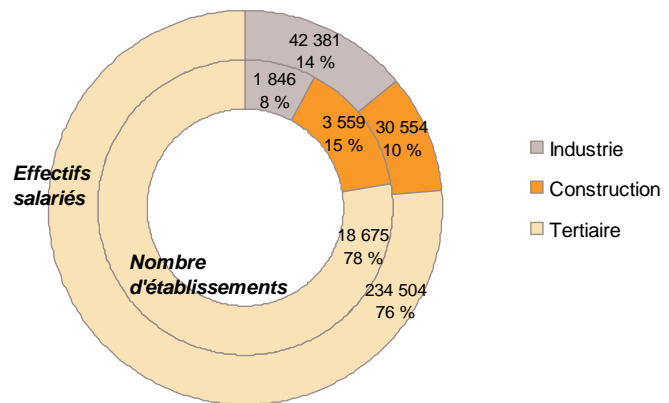
Essonne Est  
(133 959 salariés, - 0,5 %)

Les 173 500 salariés du bassin d'emploi Essonne Ouest représentent 56 % de l'emploi du département. En 2009, les effectifs de ce bassin ont diminué de 3 %. La baisse est moins importante dans le bassin Est (- 0,5 %). Ce dernier rassemble 134 000 salariés, soit 44 % de l'emploi du département.

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

ESSONNE

Répartition de l'emploi et des établissements par grand secteur en 2009



Le secteur secondaire joue un rôle important en Essonne. L'industrie rassemble 14 % des effectifs contre 11 % au niveau régional. La construction est également bien représentée : le secteur regroupe 10 % des effectifs de l'Essonne contre 7 % des effectifs franciliens.

Le tertiaire est par conséquent moins présent dans le département : 76 % des salariés du département travaillent dans ce secteur contre 83 % pour la région.

Les cinq principales activités du département en 2009

Activités prédominantes (NAF A64)	Salariés	Etablissements	Poids dans l'emploi régional
Construction	30 554	3 559	9,9 %
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	29 064	3 176	9,5 %
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	27 994	1 794	9,1 %
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager ; autres activités de soutien	23 385	1 329	7,6 %
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	15 845	527	5,2 %

Le commerce (21 %) et la « construction » (10 %) regroupent un grand nombre de salariés dans l'Essonne. Plus précisément, le « commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers »

regroupe 17 % des effectifs du « commerce de gros », les « hypermarchés » 22 % de ceux du « commerce de détail » et les « travaux de maçonnerie » 15 % de ceux de la « construction ».

8 % des salariés du département travaillent dans les « enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager » et 41 % de ces emplois se situent dans le « nettoyage courant des bâtiments ».

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## Les principaux établissements (hors entreprises de travail temporaire)

Les cinq principaux établissements du département de l'Essonne regroupent 3,3 % de l'effectif départemental.

Raison sociale	Activité	Effectifs
SNECMA	Construction aéronautique et spatiale	2 900
SELECT BUSINESS SERVICES	Activités des agences de travail temporaire	2 300
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	1 700
RENAULT SAS	Analyses, essais et inspections techniques	1 600
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	1 600

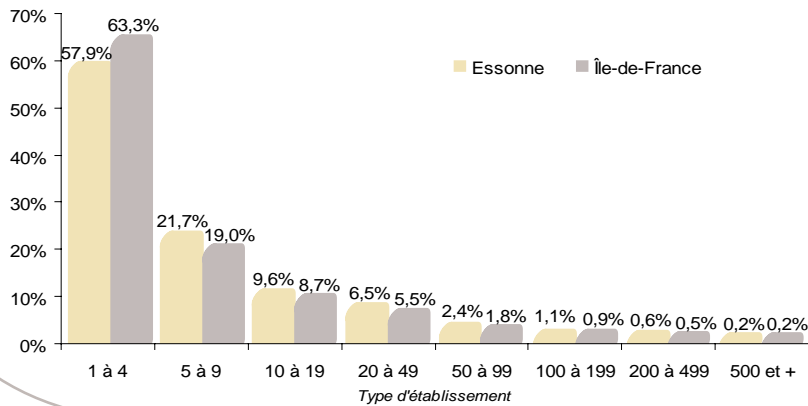
## Répartition de l'emploi par tranche de taille

En Essonne, 56,1 % des salariés se situent dans des établissements ayant entre 20 et 499 salariés contre 50 % en Île-de-France.

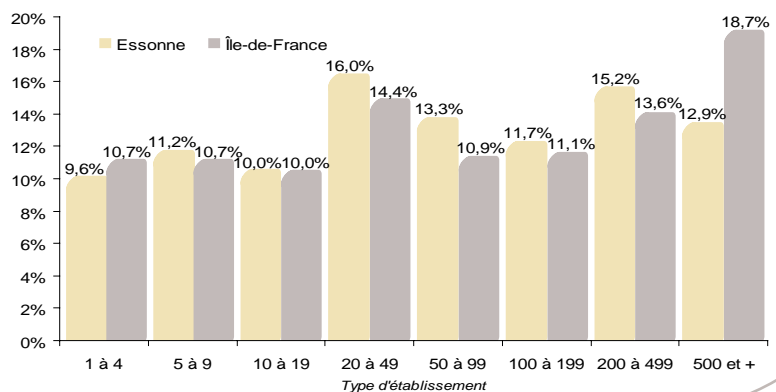
Bien que la part des établissements de plus de 500 salariés soit similaire dans le département et la région, la part des effectifs salariés de ces établissements est plus importante en Île-de-France qu'en Essonne (18,7 % contre 12,9 %).

tifs salariés de ces établissements est plus importante en Île-de-France qu'en Essonne (18,7 % contre 12,9 %).

### Répartition des établissements par taille



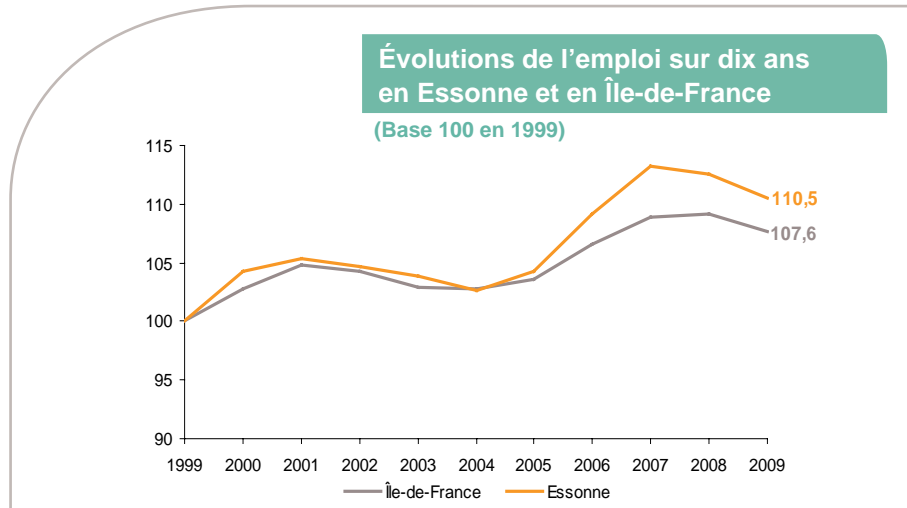
### Répartition des effectifs par taille



# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

ESSONNE

## Évolutions de l'emploi sur dix ans

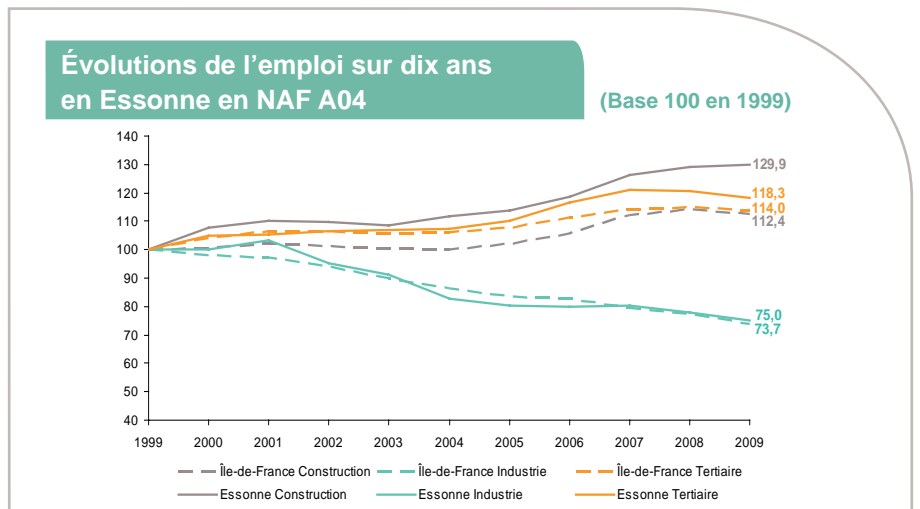


En dix ans, le nombre d'emplois progresse plus vite en Essonne que dans la région Île-de-France (+ 10,5 % contre + 7,6 %).

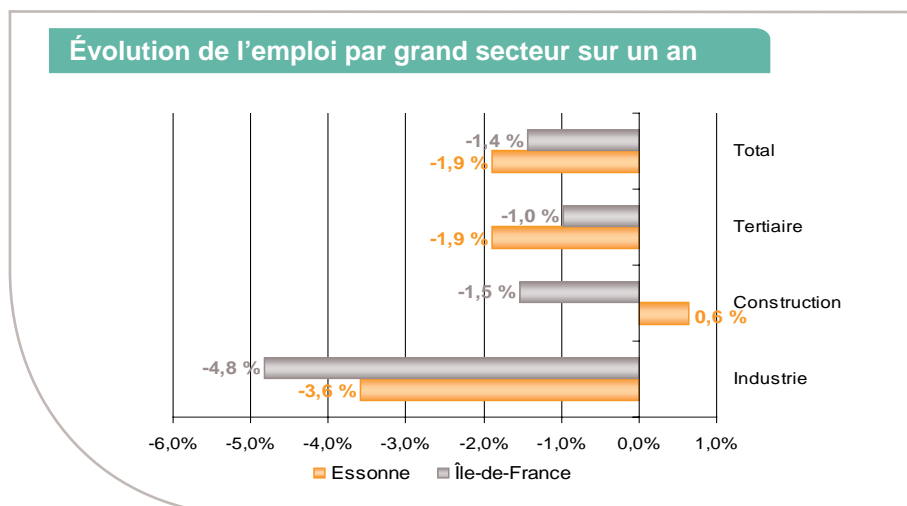
Cette croissance plus sensible a surtout été observée sur la période 2005-2007.

Sur dix ans, les secteurs de la construction et du tertiaire sont plus dynamiques en Essonne qu'en Île-de-France. Les effectifs départementaux de la construction progressent de 30 % contre 12 % dans la région. Dans le tertiaire, le nombre d'emplois en Essonne augmente de 18 % contre + 14 % en Île-de-France.

Dans l'industrie, au contraire, le nombre d'emplois diminue de 25 % sur dix ans mais ce taux est proche de celui de la région (- 26 %).



## Évolution de l'emploi sur un an



En un an, les effectifs régressent de façon plus importante en Essonne (- 1,9 %) qu'en Île-de-France (- 1,4 %). Ce résultat s'explique par la baisse significative du nombre de salariés dans le tertiaire (- 1,9 % contre - 1 %). Ce secteur représente 76 % de l'emploi dans l'Essonne.

La construction est le seul grand secteur à afficher une évolution positive de l'emploi (+ 0,6 %) en Essonne.

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

ESSONNE

## Principales évolutions des effectifs par activité sur dix ans (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 10 ans	Evolution sur 10 ans en %	
	31.12.1999	31.12.2009			
↑ Principales hausses	Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	15 811	23 385	7 574	47,9%
	Construction	23 525	30 554	7 029	29,9%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	10 497	15 845	5 348	50,9%
	Activités juridiques et comptables ; conseil de gestion ; activ. des sièges sociaux	5 794	10 221	4 427	76,4%
	Activités d'architecture et d'ingén.-activ. de contrôle et analyses techn.	8 530	12 840	4 310	50,5%
↓ Principales baisses	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	6 269	4 418	-1 851	-29,5%
	Edition	4 109	1 692	-2 417	-58,8%
	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	30 723	27 994	-2 729	-8,9%
	Réparation et installation de machines et d'équipements	7 885	3 516	-4 369	-55,4%
	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	14 477	9 185	-5 292	-36,6%

Sur dix ans, dans l'Essonne, le secteur qui a créé le plus d'emplois est celui des «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» (7 600 emplois supplémentaires, + 48 %). 7 000 de ces emplois ont été créés dans le «*nettoyage courant des bâtiments*» et dans les «*autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel*».

La «*construction*», quant à elle, affiche une progression de 30 % (+ 7 000 salariés). L'«*hébergement médico-social et action sociale*» enregistre, sur dix ans, une augmentation de 5 300 emplois, notamment dans l'«*hébergement médicalisé pour personnes âgées*» (+ 1 200 postes de travail).

Le secteur enregistrant la plus forte baisse des effectifs est la «*fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques*» (- 5 300 salariés ; - 37 %). Cette diminution concerne surtout la «*fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques*» (- 5 000 emplois).

## Principales évolutions des effectifs par activité en 2009 (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 1 an	Evolution sur 1 an en %	
	31.12.2008	31.12.2009			
↑ Principales hausses	Activités liées à l'emploi	12 002	12 397	395	3,3%
	Transports terrestres et transport par conduites	9 529	9 816	287	3,0%
	Arts, divertissement et musées	1 093	1 313	220	20,1%
	Activités des organisations associatives	3 198	3 407	209	6,5%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	15 645	15 845	200	1,3%
↓ Principales baisses	Fabrication de prod. métalliques, à l'exception des machines et des équipements	3 241	2 858	-383	-11,8%
	Activités d'architecture et d'ingén.-activ. de contrôle et analyses techniques	13 313	12 840	-473	-3,6%
	Activités juridiques et comptables ; conseil de gestion ; activ. des sièges sociaux	10 946	10 221	-725	-6,6%
	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	30 116	29 064	-1 052	-3,5%
	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	30 167	27 994	-2 173	-7,2%

En un an, les «*activités liées à l'emploi*» sont le secteur le plus dynamique (+ 400 emplois ; + 3 %) dont 300 emplois dans les «*activités des agences de travail temporaire*». Les «*transports terrestres*» affichent, quant à eux, une hausse de 300 salariés (+ 3 %) notamment dans les «*autres transports routiers de voyageurs*» (+ 200 postes

de travail). Les «*arts, divertissement et musées*» se portent bien (+ 20 %, soit 200 emplois supplémentaires). Ces principales hausses des effectifs sont toutefois faibles en regard des principales baisses des effectifs du département. En effet, le «*commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles*» enre-

gistre une baisse de 2 200 salariés (- 7,2 %), et plus précisément, les «*intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions*» perdent 1 200 emplois. Le «*commerce de détail*» enregistre lui aussi un fort recul de ses effectifs (- 1 100 postes de travail ; - 3,5 %) dont une baisse de 400 salariés dans les «*hypermarchés*».

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## HAUTS-DE-SEINE

En 2008, les Hauts-de-Seine comptent 1 557 500 habitants, soit 13,3 % des franciliens.

En 2009, 43 200 établissements emploient 808 000 salariés.

Estimations de population au 1 <sup>er</sup> janvier 2008 <sup>1</sup>	1 557 500
Nombre de salariés en 2009	807 962
Nombre d'établissements en 2009	43 216
Taux de chômage en décembre 2009 <sup>1</sup>	7,8
Principales villes et nombre d'habitants en 2007 <sup>1</sup> :	
Boulogne Billancourt	112 000
Nanterre	90 900
Courbevoie	85 700
Superficie <sup>1</sup>	176 km <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Source : insee

### Point sur la conjoncture

En un an, le taux de chômage<sup>1</sup> a augmenté de 1,7 point dans les Hauts-de-Seine ; en décembre 2009, il atteint 7,8 %. Il est inférieur à la moyenne régionale (8,4 %) et à celle observée en France métropolitaine (9,6 %).

En décembre 2009, 61 300 demandeurs

d'emploi de catégorie A sont comptabilisés dans le département, soit une hausse de 22,7 % en un an. La hausse du nombre de chômeurs est inférieure à celle enregistrée en Île-de-France (+ 21,5 %).

En 2009, 808 000 salariés travaillent dans les Hauts-de-Seine, soit une baisse de 1,5 %

en un an (- 11 900 salariés). Cette évolution est proche de celle de la région (- 1,4 %).

Le département des Hauts-de-Seine compte 43 200 établissements en 2009, soit une progression de 0,1 % (+ 0,5 % dans la région et - 0,5 % en France métropolitaine).

### Évolution des effectifs (2008 - 2009)

Moyenne : - 1,5 %

Hauts-de-Seine Nord  
(122 951 salariés, + 2,8 %)

Hauts-de-Seine Centre  
(439 047 salariés, - 2,2 %)

Hauts-de-Seine Sud  
(245 964 salariés, - 2,1 %)

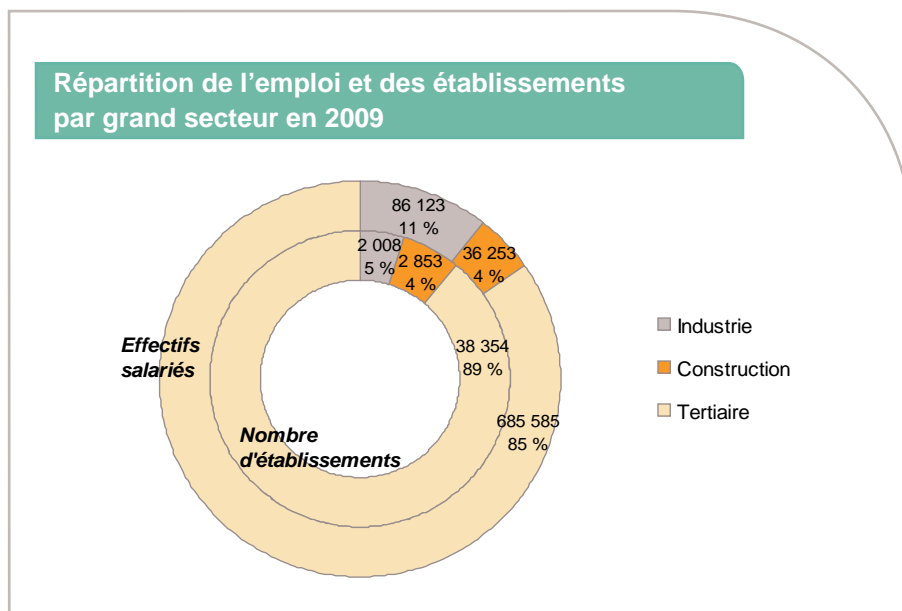
Plus de la moitié des salariés du département (54 %) travaille dans le bassin d'emploi Hauts-de-Seine Centre. En 2009, ce bassin ainsi que celui du sud des Hauts-de-Seine enregistrent des destructions d'emplois (respectivement - 2,2 % et - 2,1 %).

Au contraire, le bassin des Hauts-de-Seine Nord voit ses effectifs progresser (+ 2,8 %).

## Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

Les Hauts-de-Seine se caractérisent par la prépondérance du secteur tertiaire qui regroupe 85 % des salariés et 89 % des établissements.

Le poids de l'industrie est identique à celui observé dans la région, soit 11 % des salariés. La construction est, quant à elle, moins bien représentée que dans la région : le secteur rassemble 4 % des effectifs contre 7 % en Île-de-France.



### Les cinq principales activités du département en 2009

Activités prédominantes (NAF A64)	Salariés	Etablissements	Poids dans l'emploi régional
Activités juridiques et comptables ; conseil de gestion ; activités des sièges sociaux	83 554	2 755	10,3 %
Programmation, conseil et autres activités informatiques-services d'information	81 601	1 682	10,1 %
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager ; autres activités de soutien	57 368	6 638	7,1 %
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	56 561	2 499	7,0 %
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	51 058	1 454	6,3 %

Dans les Hauts-de-Seine, un salarié sur cinq travaille dans les «activités juridiques, comptables et de gestion et sièges sociaux» et dans la «programmation, conseil et autres activités informatiques». En particulier, l'emploi se concentre dans le «conseil en systèmes et logiciels informatiques» (55 100

salariés), les «activités des sièges sociaux» (40 000 postes de travail) et le «conseil pour les affaires et autres conseils de gestion» (26 400 emplois).

Le «commerce de gros» rassemble 7 % des effectifs. Les établissements du «commerce interentreprises de produits pharmaceuti-

ques» et du «commerce interentreprises d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels» emploient 14 200 salariés, soit un quart du secteur du «commerce de gros».

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

HAUTS-DE-SEINE

## Les principaux établissements (hors entreprises de travail temporaire)

Les cinq principaux établissements du département des Hauts-de-Seine regroupent 3,5 % de l'effectif départemental.

Raison sociale	Activité	Effectifs
SOCIETE GENERALE	Autres intermédiations monétaires	8 100
AXA FRANCE IARD	Autres assurances	6 900
TOTAL SA	Activités des sièges sociaux	5 000
CIE IBM FRANCE	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	4 500
ALTEN	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	3 700

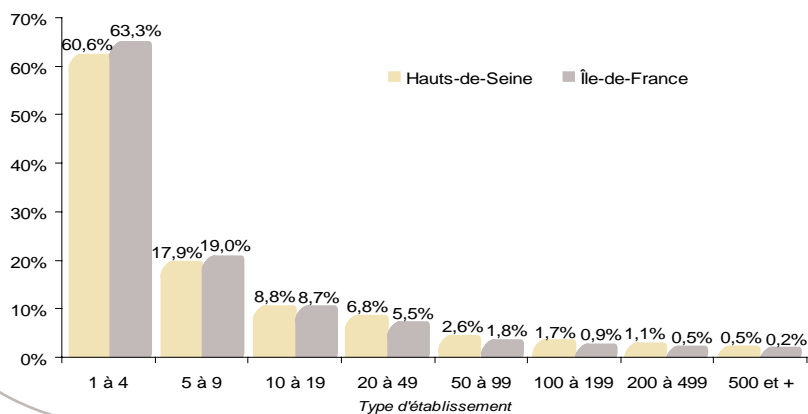
## Répartition de l'emploi par tranche de taille

Les établissements de 100 salariés et plus ont un poids salarial plus important que dans la région : ils représentent 60 % de l'emploi

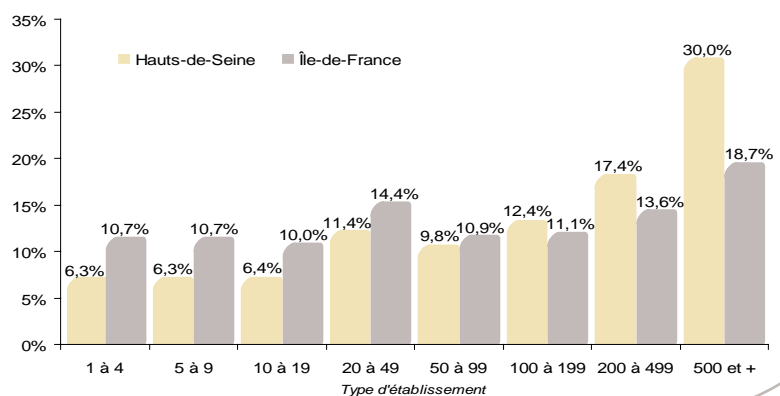
(dont la moitié dans des établissements de plus de 500 salariés) contre 43 % en moyenne en Île-de-France. Par ailleurs, les structures

de plus de 100 salariés rassemblent 3,3 % des établissements départementaux (contre 1,7 % dans la région).

### Répartition des établissements par taille

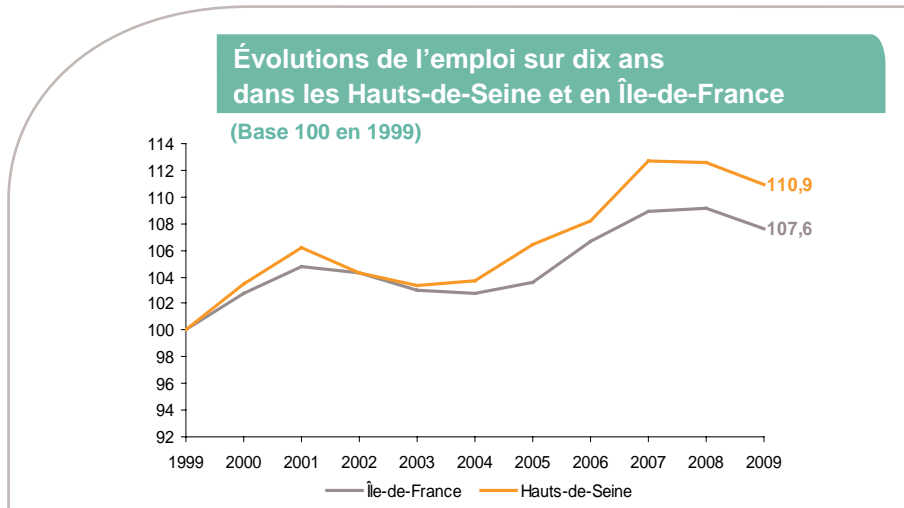


### Répartition des effectifs par taille



# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

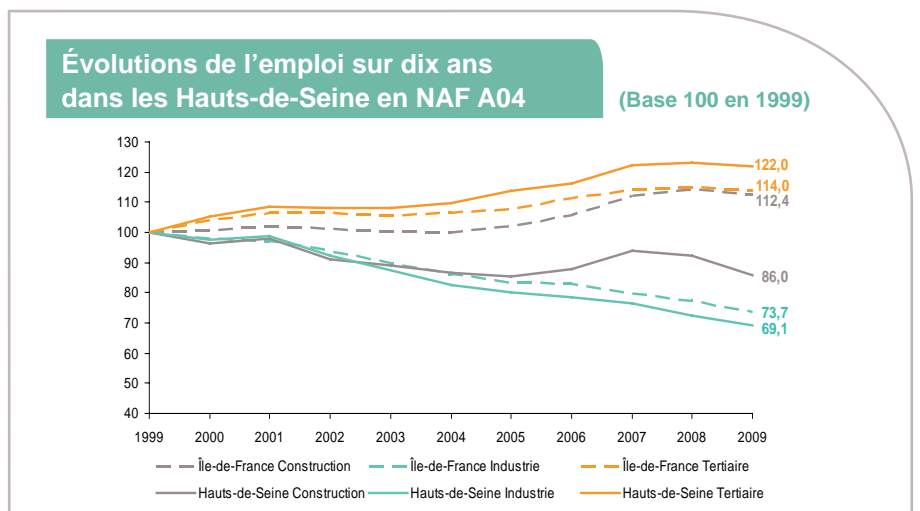
## Évolutions de l'emploi sur dix ans



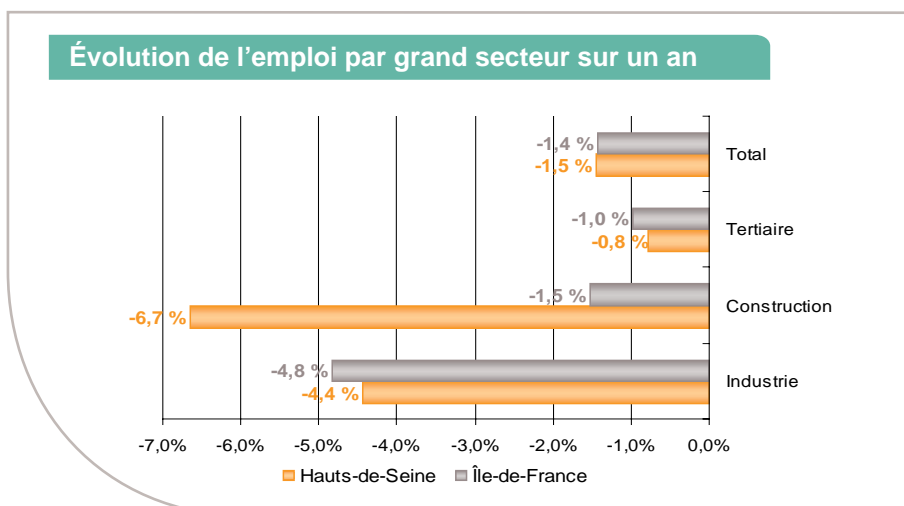
En dix ans, la progression des effectifs dans le département des Hauts-de-Seine est supérieure à celle observée dans la région (+ 10,9 % contre + 7,6 %).

Les Hauts-de-Seine sont le seul département avec Paris à enregistrer une baisse des effectifs dans le secteur de la construction sur dix ans (- 14 % dans le département contre + 12 % en Île-de-France).

Le secteur de l'industrie continue à perdre des emplois ; le département affiche une baisse des effectifs légèrement supérieure à celle de la région (- 31 % contre - 26 %). En revanche, le secteur du tertiaire enregistre une évolution positive (+ 22 %) supérieure à celle de la région (+ 14 %).



## Évolution de l'emploi sur un an



En un an, le département enregistre une évolution des effectifs sensiblement équivalente à celle de la région (- 1,5 % dans les Hauts-de-Seine et - 1,4 % en Île-de-France).

Cependant, le secteur de la construction affiche une baisse des effectifs nettement plus importante dans les Hauts-de-Seine qu'en Île-de-France (- 6,7 % contre - 1,5 %). Mais, pour les secteurs du tertiaire et de l'industrie, qui représentent 96 % de l'emploi dans le département, la diminution du nombre de salariés est moins importante dans le département.

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

HAUTS-DE-SEINE

## Principales évolutions des effectifs par activité sur dix ans (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 10 ans	Evolution sur 10 ans en %	
	31.12.1999	31.12.2009			
↑ Principales hausses	Programmation, conseil et autres activités informatiques-services d'information	36 108	81 601	45 493	126,0%
	Activités juridiques et comptables ; conseil de gestion ; activ. des sièges sociaux	41 862	83 554	41 692	99,6%
	Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	40 061	57 368	17 307	43,2%
	Assurance	16 896	26 786	9 890	58,5%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	10 278	17 416	7 138	69,4%
↓ Principales baisses	Construction	42 163	36 253	-5 910	-14,0%
	Industrie pharmaceutique	16 962	10 312	-6 650	-39,2%
	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	16 114	8 603	-7 511	-46,6%
	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	67 689	56 561	-11 128	-16,4%
	Edition	33 557	21 957	-11 600	-34,6%

La «programmation, conseil et autres activités informatiques» est le secteur le plus dynamique, en dix ans, dans les Hauts-de-Seine (+ 45 500 emplois ; + 126 %). En particulier, les établissements du «conseil en systèmes et logiciels informatiques» enregistrent 31 500 créations d'emplois. Les «activités juridiques et comptables, conseil de gestion» sont également, sur cette période, très créatrices d'emplois

(+ 41 700). Plus précisément, 28 500 postes de travail ont été créés dans les «activités des sièges sociaux». 17 300 emplois supplémentaires sont enregistrés dans les «enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager» (notamment dans le «nettoyage courant des bâtiments» et dans les «autres activités de soutien aux entreprises»).

Au contraire, les plus fortes pertes proviennent des établissements de l'«édition» (- 11 600 emplois) et du «commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles» (- 11 100 emplois). Dans ce secteur, l'emploi diminue en particulier dans le «commerce interentreprises d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels» (- 7 900 salariés).

## Principales évolutions des effectifs par activité en 2009 (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 1 an	Evolution sur 1 an en %	
	31.12.2008	31.12.2009			
↑ Principales hausses	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	49 028	51 058	2 030	4,1%
	Assurance	24 781	26 786	2 005	8,1%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	16 763	17 416	653	3,9%
	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	32 514	33 114	600	1,8%
	Enseignement	9 771	10 316	545	5,6%
↓ Principales baisses	Activités juridiques et comptables ; conseil de gestion ; activ. des sièges sociaux	84 411	83 554	-857	-1,0%
	Publicité et études de marché	26 826	25 908	-918	-3,4%
	Activités d'architecture et d'ingén.-activ. de contrôle et analyses techniques	28 312	26 178	-2 134	-7,5%
	Construction	38 838	36 253	-2 585	-6,7%
	Programmation, conseil et autres activités informatiques-services d'information	84 939	81 601	-3 338	-3,9%

Sur un an, les «activités des services financiers» affichent la plus forte hausse des effectifs (+ 2 000 salariés ; + 4 %). L'«assurance» aussi se porte bien avec 2 000 salariés supplémentaires (+ 8 %). En revanche, le secteur de l'informatique perd des emplois. La «programmation,

conseil et autres activités informatiques» affiche une baisse des effectifs de 3 300 emplois (- 4 %). Plus précisément, le «conseil en systèmes et logiciels informatiques» perd 1 400 emplois. La «construction» aussi enregistre un recul de l'emploi (- 2 600 salariés ; - 7%) surtout

dans les «travaux d'installation électrique» (- 800 emplois) et dans les «travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation» (- 500 postes de travail).

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## SEINE-SAINT-DENIS

En 2008, la Seine-Saint-Denis compte 1 517 000 habitants, soit 13 % des franciliens.

En 2009, 33 200 établissements emploient 389 100 salariés.

Estimations de population au 1 <sup>er</sup> janvier 2008 <sup>1</sup>	1 517 000
Nombre de salariés en 2009	389 132
Nombre d'établissements en 2009	33 176
Taux de chômage en décembre 2009 <sup>1</sup>	11,3
Principales villes et nombre d'habitants en 2007 <sup>1</sup> :	
Montreuil	102 900
Saint-Denis	101 900
Aulnay-sous-Bois	83 000
Superficie <sup>1</sup>	236 km <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Source : Insee

### Point sur la conjoncture

En un an, le taux de chômage<sup>1</sup> s'est accru de 1,9 point en Seine-Saint-Denis ; en décembre 2009, il atteint 11,3 %. C'est le taux le plus élevé de la région francilienne, loin devant Paris (9,3 %) et le Val-d'Oise (9,1 %).

En décembre 2009, 81 800 demandeurs

d'emploi de catégorie A sont dénombrés, soit une hausse de 19,7 % en un an. Cette hausse est inférieure à celle de la région (21,5 %).

En 2009, 389 100 salariés travaillent en Seine-Saint-Denis. Ce département est le seul à enregistrer une hausse des salariés

en un an (+ 0,6 %).

Le département de la Seine-Saint-Denis compte 33 200 établissements en 2009, soit une hausse de 1,7 % (+ 0,5 % dans la région et - 0,5 % en France métropolitaine).

### Évolution des effectifs (2008 - 2009)

Moyenne : 0,6 %

Seine-Saint-Denis Ouest  
(133 946 salariés, + 2,3 %)

Roissy  
(133 435 salariés, - 0,9 %)

Seine-Saint-Denis Est  
(121 751 salariés, + 0,2 %)

Le bassin de Seine-Saint-Denis Ouest affiche une belle progression (+ 2,3 %).

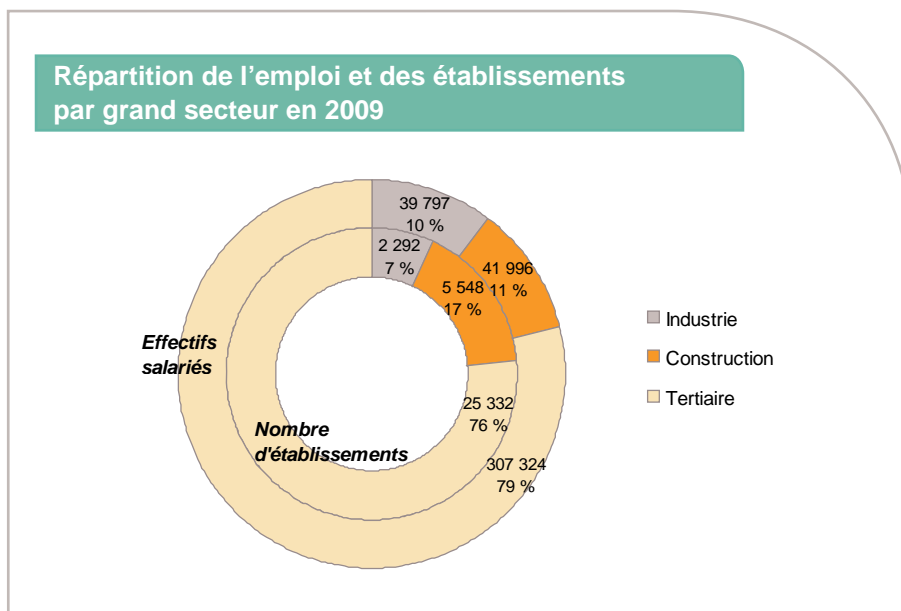
Au contraire, le bassin d'emploi de Roissy est le seul du département à enregistrer une évolution de l'emploi négative (- 0,9 %). Ce dernier regroupe 34 % des salariés de la Seine-Saint-Denis.

## Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

La Seine-Saint-Denis se caractérise par une proportion significative des effectifs dans le secteur de la construction : il regroupe 11 % des effectifs contre 7 % en Île-de-France. De même, la part des établissements atteint 17 % dans le département contre 9 % dans la région.

Le secteur tertiaire est au contraire moins développé : il rassemble 79 % des effectifs contre 83 % en Île-de-France.

La part du nombre de salariés dans l'industrie est un peu plus faible dans le département (10 %) que dans la région (11 %).



### Les cinq principales activités du département en 2009

Activités prédominantes (NAF A64)	Salariés	Etablissements	Poids dans l'emploi régional
Construction	41 996	5 548	10,8 %
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	39 180	3 307	10,1 %
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager ; autres activités de soutien	38 770	2 880	10,0 %
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	35 663	4 196	9,2 %
Hébergement et restauration	16 922	2 765	4,3 %

En Seine-Saint-Denis, plus d'un salarié sur dix travaille dans la «*construction*» (42 000 salariés) et parmi eux plus d'un quart travaille soit dans les «*travaux d'installation électrique dans tous locaux*» (7 100 salariés), soit dans les «*travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment*» (4 300 emplois). Le «*commerce de gros*» emploie 39 200 salariés, soit 10 % des effectifs dont près

de 20 % d'entre eux sont employés dans le «*commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers*» ou dans le «*commerce interentreprises d'habillement et de chaussures*».

Les «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» sont le troisième plus gros employeur de Seine-Saint-Denis. Le «*nettoyage courant des*

*bâtiments*» rassemble 43 % des effectifs du secteur, soit 16 700 salariés, suivent les «*activités de sécurité privée*» représentant 23 % des emplois du secteur. 35 700 salariés travaillent dans le «*commerce de détail*», notamment dans les «*hypermarchés*» (6 300) et le «*commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé*» (4 500).

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## Les principaux établissements (hors entreprises de travail temporaire)

Les cinq principaux établissements du département de Seine-Saint-Denis regroupent 4,4 % de l'effectif départemental.

Raison sociale	Activité	Effectifs
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	4 500
ENTREPRISE GUY CHALLANCIN	Nettoyage courant des bâtiments	3 600
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILE SA	Construction de véhicules automobiles	3 500
GENERALI VIE	Réassurance	3 400
ADECCO FRANCE	Activités des agences de travail temporaire	2 300

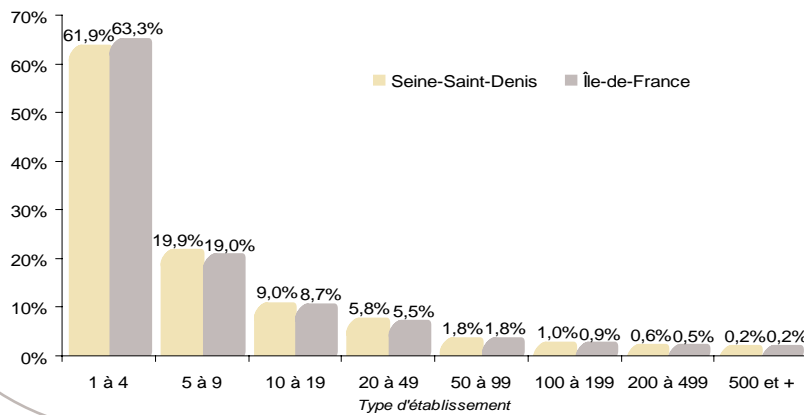
## Répartition de l'emploi par tranche de taille

La répartition des différents types d'établissements en Seine-Saint-Denis est assez proche de celle de l'Île-de-France. La répartition des effectifs est également similaire à celle de la région pour les

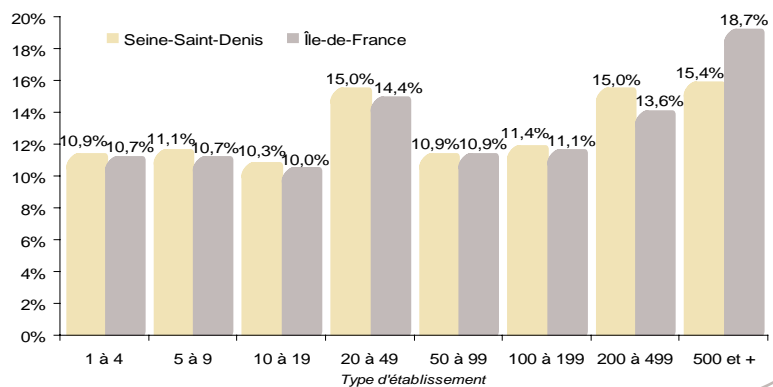
établissements de moins de 200 salariés. En revanche, pour les établissements de 200 à 499 salariés, la part des effectifs est plus importante pour le département que pour la région (15 % contre 13,6 %).

Au contraire, les établissements de plus de 500 salariés regroupent 15,4 % des effectifs du département contre 18,7 % dans la région.

### Répartition des établissements par taille



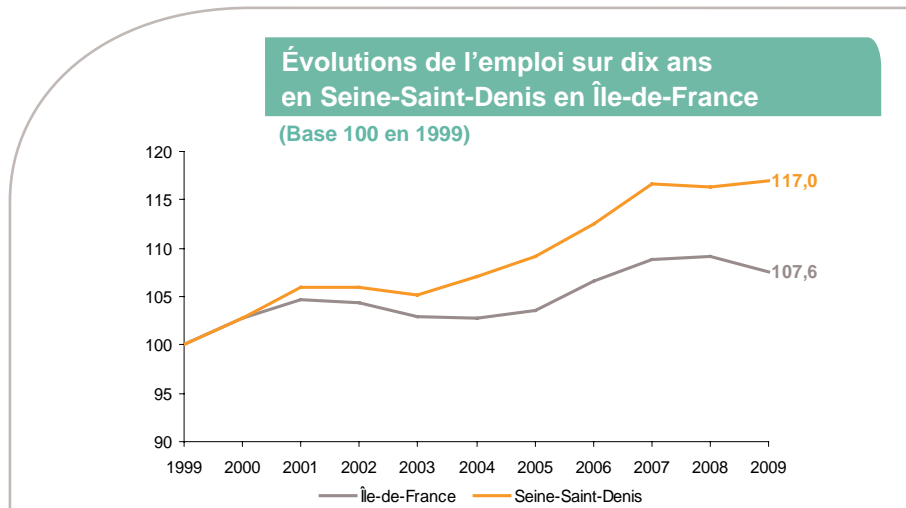
### Répartition des effectifs par taille



# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## SEINE-SAINT-DENIS

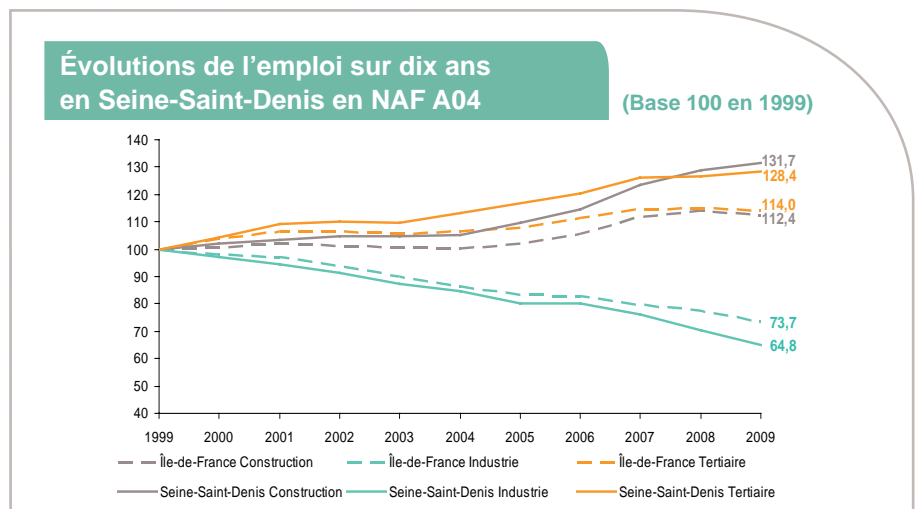
### Évolutions de l'emploi sur dix ans



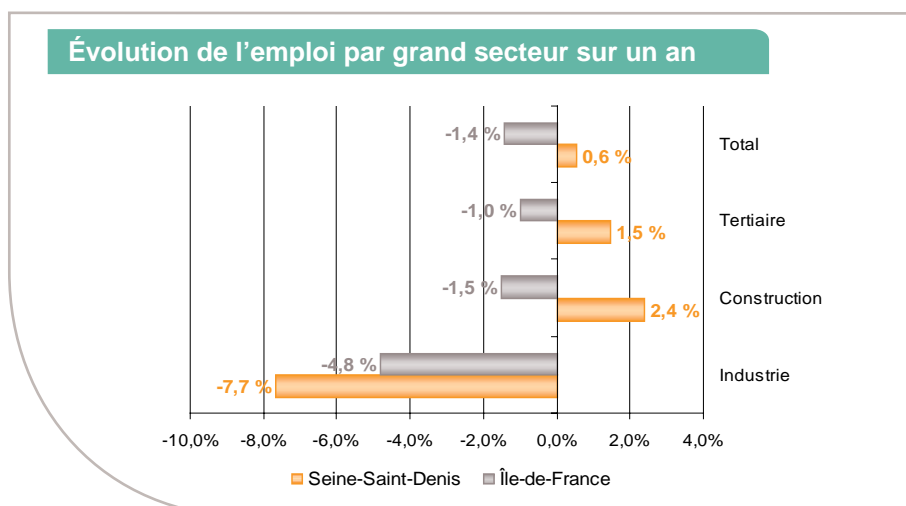
En dix ans, l'évolution des effectifs dans le département de la Seine-Saint-Denis est nettement plus importante que celle enregistrée dans la région (+ 17 % contre + 7,6 %).

Depuis 1999, la construction et le tertiaire enregistrent de belles performances au niveau de l'emploi. Le secteur tertiaire affiche + 28 % tandis que les effectifs ont progressé de 32 % dans la construction. Ces taux sont nettement supérieurs à ceux obtenus en Île-de-France.

Au contraire, l'industrie est plus affectée en Seine-Saint-Denis que dans la région (- 35 % contre - 26 %).



### Évolution de l'emploi sur un an





En un an, les effectifs augmentent en Seine-Saint-Denis (+ 0,6 %) alors qu'ils baissent en Île-de-France (- 1,4 %).

Ce résultat s'explique par le dynamisme du tertiaire et de la construction observé dans le département. Cependant, dans l'industrie, la baisse des effectifs est nettement plus élevée dans le département que dans la région (- 7,7 % contre - 4,8 %)

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

SEINE-SAINT-DENIS

## Principales évolutions des effectifs par activité sur dix ans (NAF A64)



Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 10 ans	Evolution sur 10 ans en %	
	31.12.1999	31.12.2009			
 Principales hausses	Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	18 781	38 770	19 989	106,4%
	Construction	31 881	41 996	10 115	31,7%
	Programmation, conseil et autres activités informatiques-services d'information	4 388	10 181	5 793	132,0%
	Transports aériens	1 614	7 324	5 710	353,8%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	6 106	11 421	5 315	87,0%
 Principales baisses	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	4 726	2 160	-2 566	-54,3%
	Fabrication de prod. métalliques, à l'exception des machines et des équipement	5 617	3 044	-2 573	-45,8%
	Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, ind. du cuir et de la chaussure	5 929	3 174	-2 755	-46,5%
	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	4 068	1 294	-2 774	-68,2%
	Edition	5 300	2 345	-2 955	-55,8%

Les «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» sont le principal moteur de la croissance de l'emploi (+ 106 % en dix ans, soit 20 000 salariés supplémentaires). 9 900 emplois ont été créés dans le «*nettoyage courant des bâtiments*» et 4 800 dans les «*activités de sécurité privée*». Le secteur de la «*construction*» a créé 10 100 emplois

dans le département. La «*programmation, conseil et autres activités informatiques*» affiche une augmentation de 132 % de ses effectifs soit 5 800 salariés supplémentaires dont 3 900 dans le «*conseil en systèmes et logiciels informatiques*». Sur dix ans, l'«*édition*» affiche, quant à elle, la plus forte baisse d'effectifs, soit - 3 000 salariés (- 56 %). L'«*édition de logiciels*

*applicatifs*» est particulièrement touchée avec une perte de 2 100 postes de travail. La «*fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques*» enregistre aussi une baisse d'effectifs (- 2 800 emplois ; - 68 %) dont - 1 300 salariés dans la «*fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques*».

## Principales évolutions des effectifs par activité en 2009 (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 1 an	Evolution sur 1 an en %	
	31.12.2008	31.12.2009			
 Principales hausses	Activités liées à l'emploi	10 757	12 763	2 006	18,6%
	Construction	41 020	41 996	976	2,4%
	Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	37 930	38 770	840	2,2%
	Activités d'architecture et d'ingén.-activ. de contrôle et analyses techniques	8 559	9 230	671	7,8%
	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation	1 450	2 115	665	45,9%
 Principales baisses	Entreposage et services auxiliaires des transports	15 906	15 460	-446	-2,8%
	Collecte et traitement des eaux usées, traitement des déchets et dépollution	3 485	3 020	-465	-13,3%
	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	36 141	35 663	-478	-1,3%
	Réparation et installation de machines et d'équipements	2 620	1 875	-745	-28,4%
	Activités juridiques et comptables ; conseil de gestion ; activ. des sièges sociaux	10 888	9 906	-982	-9,0%

Sur un an, les «*activités liées à l'emploi*» affichent la plus forte augmentation des effectifs (+ 2 000 salariés ; + 19 %). La «*construction*» aussi se porte bien (+ 1 000 emplois ; + 2 %) ; les «*travaux d'installation électrique dans tous les locaux*» participent à cette évolution de l'emploi à hauteur de + 600 emplois.

En revanche, les «*activités juridiques et comptables, conseil de gestion et activités des sièges sociaux*» perdent des emplois (- 1 000 salariés ; - 9 %). Ce résultat est notamment dû aux «*activités des sièges sociaux*» dont la baisse des effectifs s'élève à - 700 salariés. La «*réparation et l'installation de machines et d'équipements*» perd,

quant à elle, plus d'un quart de ses effectifs (- 700 postes de travail ; - 28 %). En particulier, l'«*installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels*» perd la moitié de ses effectifs (- 700 emplois).

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## VAL-DE-MARNE

En 2008, le Val-de-Marne compte 1 311 500 habitants, soit 11,2 % des franciliens.

En 2009, 30 500 établissements emploient 354 400 salariés.

Estimations de population au 1 <sup>er</sup> janvier 2008 <sup>1</sup>	1 311 500
Nombre de salariés en 2009	354 443
Nombre d'établissements en 2009	30 467
Taux de chômage en décembre 2009 <sup>1</sup>	8,2
Principales villes et nombre d'habitants en 2007 <sup>1</sup> :	
Créteil	90 200
Vitry-sur-Seine	84 400
Saint-Maur-des-Fossés	76 700
Superficie <sup>1</sup>	245 km <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Source : Insee

### Point sur la conjoncture

En un an, le taux de chômage<sup>1</sup> a augmenté de 1,7 point dans le Val-de-Marne ; en décembre 2009, il atteint 8,2 %. Cette année encore, ce taux est inférieur à celui de la région (8,4 %) ainsi qu'à celui de la métropole (9,6 %).

En décembre 2009, 53 100 demandeurs

d'emploi de catégorie A sont dénombrés dans le Val-de-Marne, soit 11 % du total régional. Le nombre de demandeurs d'emploi y a progressé de 23,3 % en un an.

En 2009, 354 400 personnes travaillent dans le Val-de-Marne, soit une diminution de 0,7 % en un an (- 2 600 salariés). Cette

évolution est meilleure que celles de la région (- 1,4 %) et de la métropole (- 1,5 %).

Le département du Val-de-Marne compte 30 500 établissements en 2009, soit une baisse de 0,3 % (+ 0,5 % dans la région et - 0,5 % en France métropolitaine).

### Évolution des effectifs (2008 - 2009)

Moyenne : - 0,7 %

Val-de-Marne Ouest  
(244 358 salariés, - 0,5 %)

Val-de-Marne Est  
(110 085 salariés, - 1,3 %)

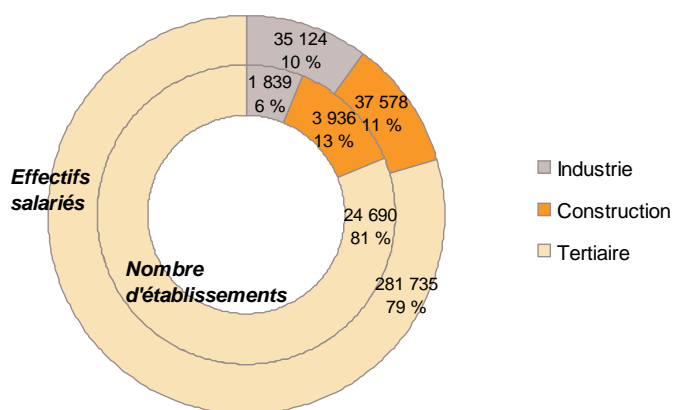
69 % des salariés val-de-marnais travaillent dans le bassin d'emploi Val-de-Marne Ouest. Ce dernier et le bassin d'emploi du Val-de-Marne Est enregistrent une diminution de leurs effectifs (respectivement - 0,5 % et - 1,3 %).

## Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

Dans le département, plus d'un salarié sur dix travaille dans la construction, soit un ratio bien plus élevé qu'en Île-de-France. Dans la région, 7 % des effectifs travaillent dans ce secteur. La part des établissements de la construction est également plus élevée dans le Val-de-Marne : 13 % contre 9 % dans la région.

La part des effectifs dans l'industrie est, quant à elle, légèrement plus faible dans le département (10 % contre 11 %). Le tertiaire a également un poids moins important : il représente 79 % des effectifs salariés contre 83 % en Île-de-France.

Répartition de l'emploi et des établissements par grand secteur en 2009



Les cinq principales activités du département en 2009

Activités prédominantes (NAF A64)	Salariés	Etablissements	Poids dans l'emploi régional
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager ; autres activités de soutien	43 079	3 876	12,2 %
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	38 094	2 383	10,7 %
Construction	37 578	3 936	10,6 %
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	32 121	3 743	9,1 %
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	16 517	765	4,7 %

Dans le Val-de-Marne, ce sont les «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» qui emploient le plus de salariés. Le secteur regroupe ainsi 43 100 salariés répartis dans 3 900 établissements, soit 12 % de l'emploi départemental. Plus

précisément, 38 % travaillent dans le «*nettoyage courant des bâtiments*» et 20 % dans les «*activités de sécurité privée*». La «*construction*» rassemble 11 % des effectifs départementaux. Les «*commerces de gros et de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles*» représentent 20 % de

l'emploi départemental. Dans ce secteur, 17 % des emplois se situent dans le «*commerce interentreprises de fruits et légumes*» ou dans le «*commerce interentreprises de produits pharmaceutiques*». Dans le «*commerce de détail*», 18 % des effectifs sont employés par les «*hypermarchés*».

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

VAL-DE-MARNE

## Les principaux établissements (hors entreprises de travail temporaire)

Les cinq principaux établissements du département du Val-de-Marne regroupent 3,4 % de l'effectif départemental.

Raison sociale	Activité	Effectifs
GOM PROPRETE	Nettoyage courant des bâtiments	2 900
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	2 500
INSTITUT GUSTAVE ROUSSY	Activités hospitalières	2 400
SOCIETE ENTRETIEN NETTOYAGE INDUSTRIEL	Nettoyage courant des bâtiments	2 100
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	2 000

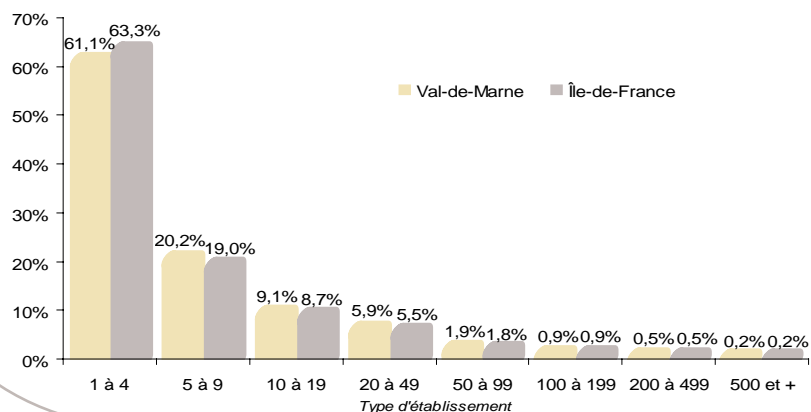
## Répartition de l'emploi par tranche de taille

La répartition des différents types d'établissements dans le Val-de-Marne est assez proche de celle de l'Île-de-France. En revanche, le poids des petits et moyens établissements dans l'emploi est

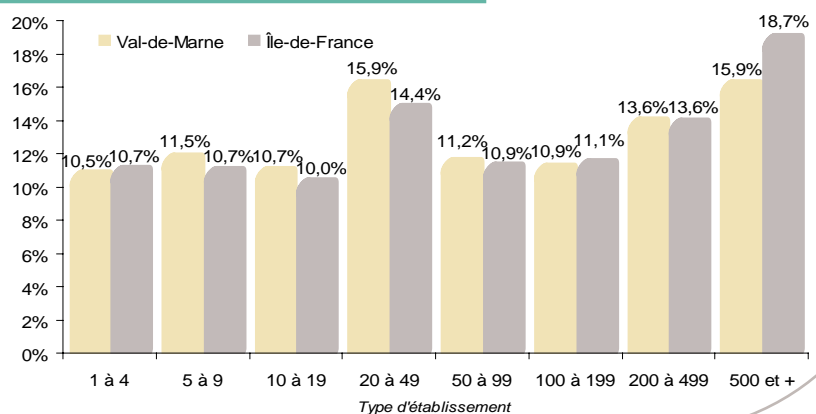
plus important qu'en Île-de-France. Les structures de moins de 50 salariés emploient ainsi 48,5 % des salariés départementaux contre 45,8 % en Île-de-France.

Au contraire, le part des effectifs dans les établissements de plus de 500 salariés est supérieure dans la région (18,7 % contre 15,9 %).

### Répartition des établissements par taille

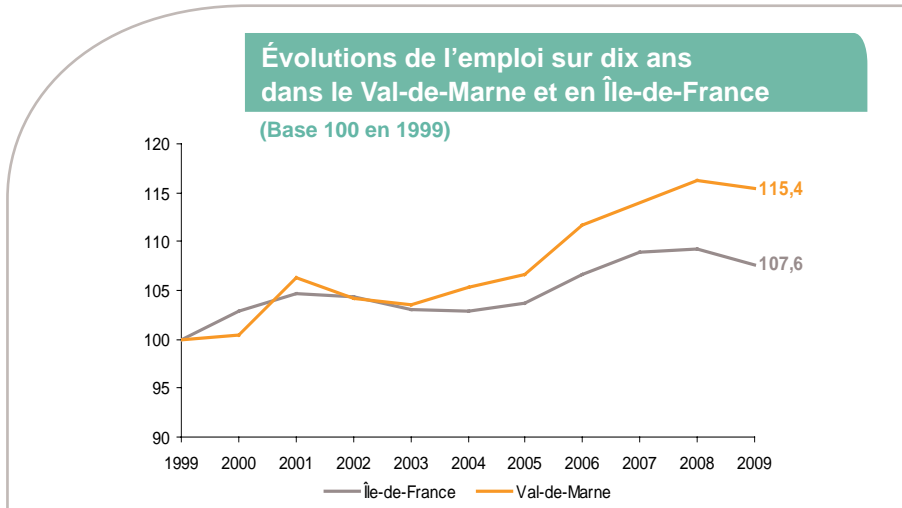


### Répartition des effectifs par taille



# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

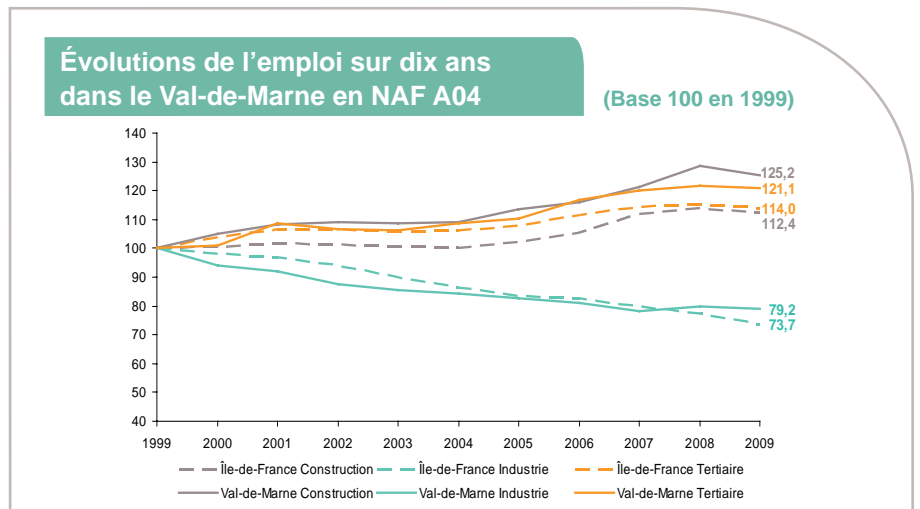
## Évolutions de l'emploi sur dix ans



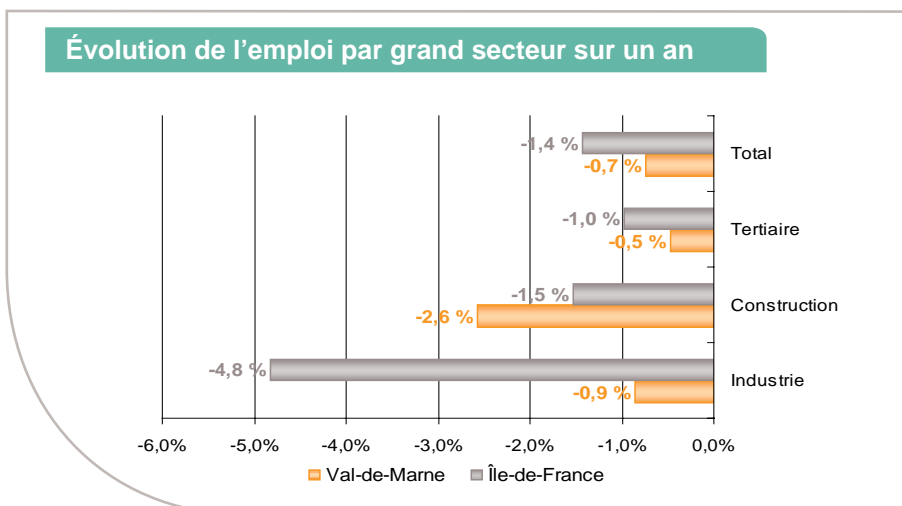
En dix ans, l'évolution observée dans le Val-de-Marne est supérieure à celle enregistrée dans la région (+15,4 % contre +7,6 %).

La construction et le tertiaire sont les éléments moteurs de la croissance de l'emploi val-de-marnais depuis 1999. Les effectifs de la construction ont progressé de 25 % tandis que ceux du tertiaire augmentaient de 21 %. Ces deux taux d'évolution sont supérieurs à ceux observés dans la région.

Comme en Île-de-France, l'industrie enregistre de nombreuses pertes. Les effectifs ont diminué de 21 % en dix ans dans le département (contre -26 % dans la région).



## Évolution de l'emploi sur un an





En un an, le recul de l'emploi dans le département est inférieur à celui de la région (-0,7 % contre -1,4 %). Cette évolution est imputable aux secteurs de l'industrie et du tertiaire qui affichent des baisses d'effectifs moins importantes dans le département (-0,9 % contre -4,8 % pour l'industrie et -0,5 % contre -1 % dans le tertiaire).

En revanche, la construction affiche une diminution des effectifs plus importante dans le département (-2,6 % contre -1,5 %).

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

VAL-DE-MARNE

## Principales évolutions des effectifs par activité sur dix ans (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 10 ans	Evolution sur 10 ans en %	
	31.12.1999	31.12.2009			
 Principales hausses	Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	24 614	43 079	18 465	75,0%
	Construction	30 022	37 578	7 556	25,2%
	Transports aériens*	2 171	7 619	5 448	250,9%
	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	11 111	16 517	5 406	48,7%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	7 440	11 926	4 486	60,3%
 Principales baisses	Industrie pharmaceutique	4 485	3 138	-1 347	-30,0%
	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	3 542	1 864	-1 678	-47,4%
	Fabrication de prod. métalliques, à l'exception des machines et des équipements	4 042	2 298	-1 744	-43,1%
	Edition	3 502	1 405	-2 097	-59,9%
	Activités immobilières	9 386	4 674	-4 712	-50,2%



\* Intégration des effectifs d'Air France à la statistique annuelle en 2006.

Dans le Val-de-Marne, sur dix ans, ce sont les «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» qui créent le plus d'emplois (+ 18 500 postes de travail ; + 75 %) dont 9 600 dans les «*autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel*» ainsi que dans les «*activités de sécurité privée*». La

«*construction*» voit ses effectifs augmenter de 25 %, soit 7 600 emplois supplémentaires. Le secteur des «*transports aériens*» affiche une progression de 250 % de ses effectifs, ce qui représente 5 400 salariés ; cela provient notamment de l'intégration des salariés d'Air France à la statistique en 2006.

En revanche, les «*activités immobilières*» affichent une perte de 4 700 emplois. Plus précisément, la «*location de logements*» voit ses effectifs régresser de 4 400 salariés. L'«*édition*», quant à elle, enregistre une baisse de 2 100 salariés dont 1 200 dans l'«*édition de logiciels applicatifs*».

## Principales évolutions des effectifs par activité en 2009 (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 1 an	Evolution sur 1 an en %	
	31.12.2008	31.12.2009			
 Principales hausses	Activités juridiques et comptables ; conseil de gestion ; activ. des sièges sociaux	9 667	11 105	1 438	14,9%
	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	11 079	11 926	847	7,6%
	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	16 153	16 517	364	2,3%
	Hébergement et restauration	15 928	16 286	358	2,2%
	Programmation, conseil et autres activités informatiques-services d'information	7 907	8 163	256	3,2%
 Principales baisses	Edition	1 746	1 405	-341	-19,5%
	Entreposage et services auxiliaires des transports	7 494	6 918	-576	-7,7%
	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	33 025	32 121	-904	-2,7%
	Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	44 028	43 079	-949	-2,2%
	Construction	38 570	37 578	-992	-2,6%

Sur un an, les «*activités juridiques et comptables, conseil de gestion et activités des sièges sociaux*» affichent la plus forte hausse des effectifs du département (+ 1 400 emplois, + 15 %). Au sein de ce secteur, le «*conseil pour les affaires et autres conseils de gestion*» présente une augmentation de 1 500 salariés. L'«*héber-*

*gement médico-social et l'action sociale*» enregistre une hausse de + 8 % de ses effectifs, soit 800 emplois. L'«*aide à domicile et l'hébergement médicalisé pour personnes âgées*» participent pour moitié à l'évolution des effectifs (+ 400 salariés). La «*construction*», quant à elle, affiche de mauvais résultats. En effet, sur un an,

elle perd 1 000 emplois (- 3 %) dont - 300 salariés dans les «*travaux d'installation électrique dans tous locaux*» et 200 postes de travail dans les «*travaux de couverture par éléments*». Les «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» perdent aussi des emplois (- 900 salariés ; - 2 %).

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## VAL-D'OISE

En 2008, le Val-d'Oise compte 1 167 000 habitants, soit 10 % des franciliens.

En 2009, 22 700 établissements emploient 291 000 salariés.

Estimations de population au 1 <sup>er</sup> janvier 2008 <sup>1</sup>	1 167 000
Nombre de salariés en 2009	291 036
Nombre d'établissements en 2009	22 720
Taux de chômage en décembre 2009 <sup>1</sup>	9,1
Principales villes et nombre d'habitants en 2007 <sup>1</sup> :	
Argenteuil	104 100
Sarcelles	60 200
Superficie <sup>1</sup>	1 246 km <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Source : Insee

### Point sur la conjoncture

En un an, le taux de chômage<sup>1</sup> a augmenté de 1,8 point dans le Val-d'Oise pour atteindre 9,1 % en décembre 2009. Il est supérieur au taux de chômage régional (+ 8,4 %) mais plus faible que le taux observé en métropole (9,6 %).

En décembre 2009, 53 100 demandeurs

d'emploi de catégorie A sont inscrits dans le Val-d'Oise, soit une hausse de 21,9 % en un an (contre 21,5 % en Île-de-France).

291 000 emplois sont dénombrés en 2009. L'emploi baisse significativement entre 2008 et 2009 (- 6 800 emplois, soit - 2,3 %). Le département enregistre ainsi une diminution

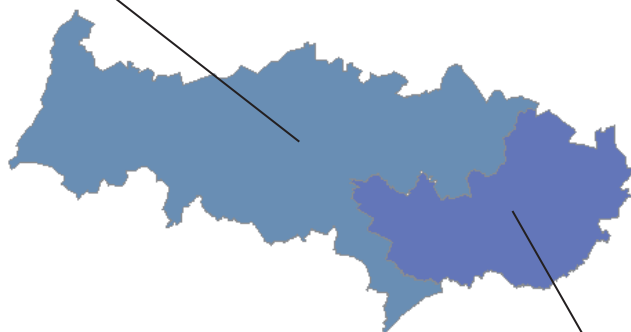
d'effectifs plus forte que celles observées dans la région (- 1,4 %) et en France (- 1,5 %).

Le Val-d'Oise compte 22 700 établissements en 2009, soit une progression de 0,9 % en un an (contre + 0,5 % dans la région).

### Évolution des effectifs (2008 - 2009)

Val-d'Oise Ouest  
(134 228 salariés, - 3,1 %)

Moyenne : - 2,3%

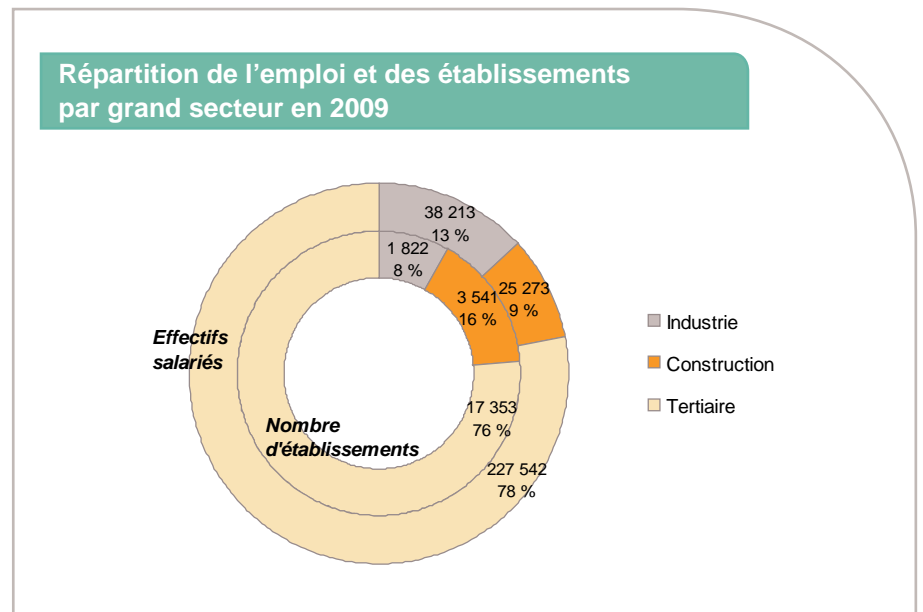


Val-d'Oise Est  
(156 808 salariés, - 1,6 %)

Le bassin d'emploi Val-d'Oise Ouest représente 46 % des salariés du département. Ce dernier et le bassin d'emploi du Val-d'Oise Est affichent des évolutions négatives d'effectifs entre 2008 et 2009 (respectivement - 3,1 % et - 1,6 %).

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

Le poids du secteur secondaire est plus important dans le Val-d'Oise que dans la région. En effet, l'emploi industriel regroupe 13 % du total contre 11 % en Île-de-France, tandis que la construction rassemble 9 % des effectifs contre 7 % dans cette même zone. Le secteur tertiaire affiche, au contraire, un poids plus faible (78 % contre 83 %).



## Les cinq principales activités du département en 2009

Activités prédominantes (NAF A64)	Salariés	Etablissements	Poids dans l'emploi régional
Transports aériens	34 798	36	12,0 %
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager ; autres activités de soutien	26 108	1 486	9,0 %
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	26 087	3 013	9,0 %
Construction	25 273	3 541	8,7 %
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	23 193	1 627	8,0 %

Les «*transports aériens*» (aéroport de Paris Charles de Gaulle) sont le secteur employant le plus de salariés dans le Val-d'Oise, soit 34 800 emplois et 12 % de l'emploi du département. Les «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments*

*et aménagement paysager*» regroupent 26 100 salariés et représentent 9 % de l'emploi départemental. En particulier, 10 200 salariés travaillent dans le «*nettoyage courant des bâtiments*» et 8 200 dans les «*activités de sécurité privée*». Le «*commerce*

*de détail*» regroupe aussi 9 % de l'emploi départemental dont 30 % travaillent dans les «*hypermarchés*» et les «*supermarchés*». La «*construction*» rassemble, quant à elle, 8,7 % des emplois du Val-d'Oise, soit 25 300 salariés.

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

## Les principaux établissements (hors entreprises de travail temporaire)

Les cinq principaux établissements du département du Val-d'Oise regroupent 10,9 % de l'effectif départemental.

Raison sociale	Activité	Effectifs
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	14 100
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	7 900
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	4 000
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	3 800
SOCIETE AIR FRANCE	Transports aériens de passagers	2 000

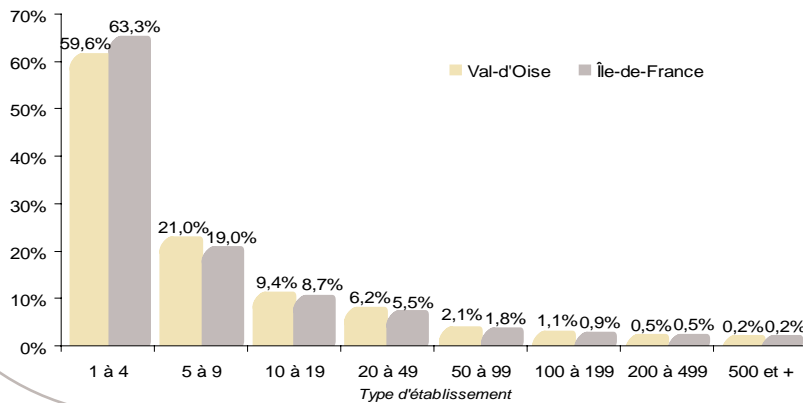
## Répartition de l'emploi par tranche de taille

La part des salariés dans les établissements de plus de 500 salariés est très élevée

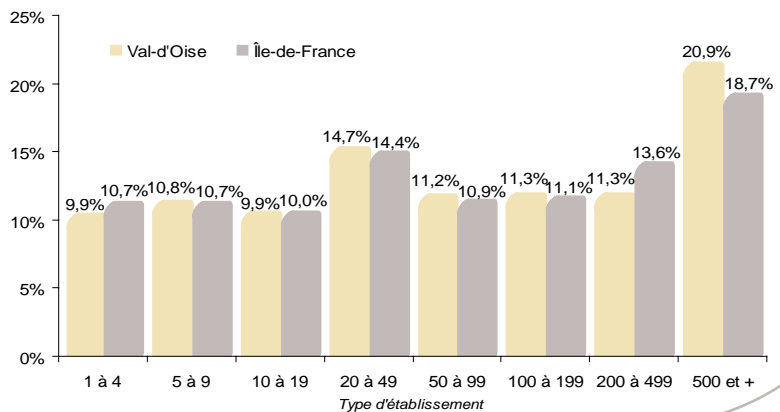
dans le Val-d'Oise : elle atteint, en effet, 20,9 % contre 18,7 % dans la région. Cela

s'explique par le poids des établissements des « transports aériens » (Air France).

### Répartition des établissements par taille



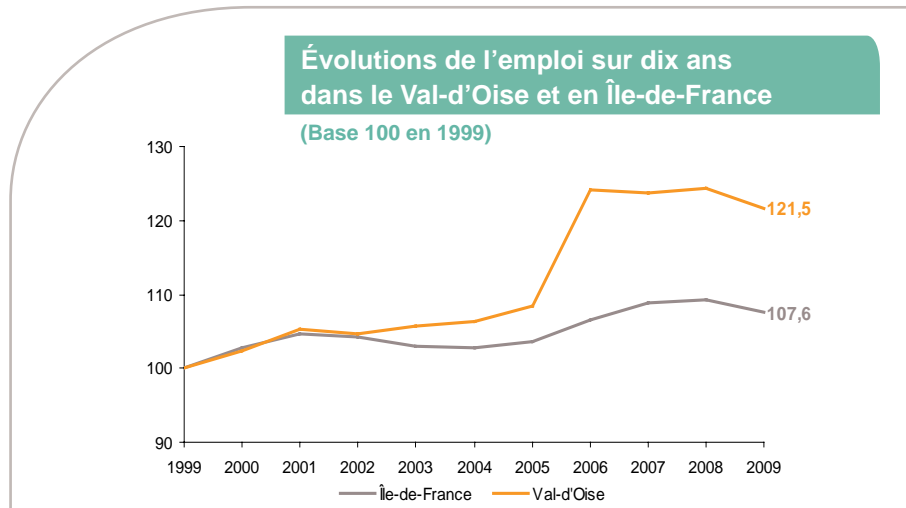
### Répartition des effectifs par taille



# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

VAL-D'OISE

## Évolutions de l'emploi sur dix ans



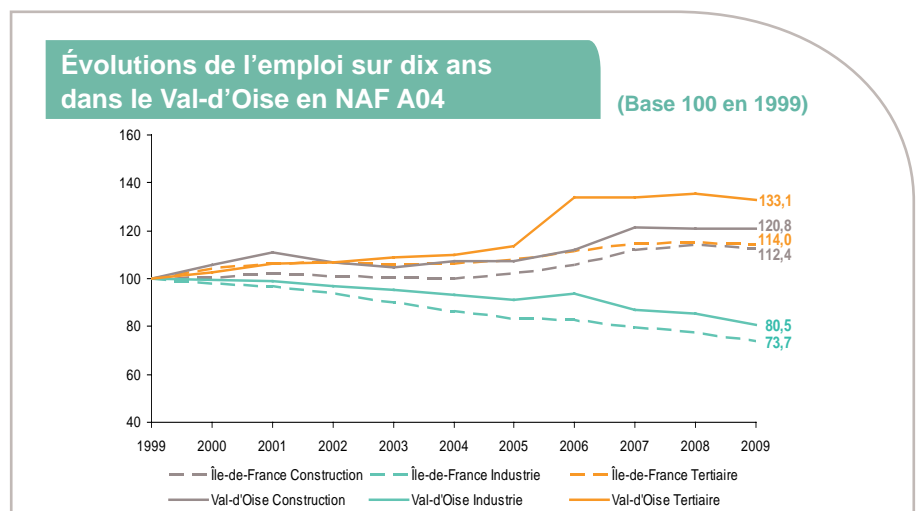
En dix ans, la hausse du nombre de salariés dans le Val-d'Oise est plus importante que celle de la région (+ 21,5 % contre + 7,6 %). Cette forte augmentation est notamment imputable à l'intégration d'Air France dans le département du Val-d'Oise en 2006.

Ces dernières années, le département est peu dynamique comparé à la région. Entre 2006 et 2009, les effectifs ont diminué de 2,1 % dans le Val-d'Oise contre une progression de 1 % en Île-de-France.

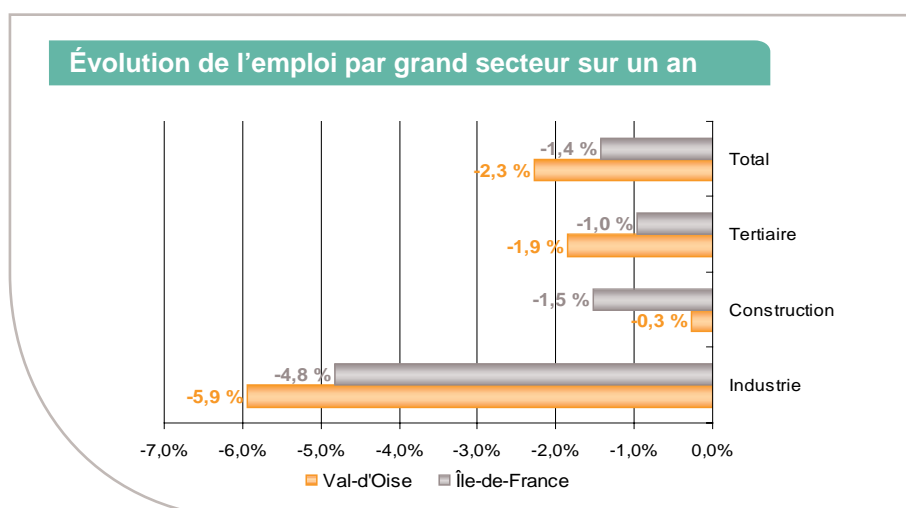
Sur dix ans, dans le Val-d'Oise, les évolutions de chaque secteur sont supérieures à celles de la région. On retrouve l'augmentation due à l'intégration d'Air France (en 2006) dans le tertiaire (+ 33 % en dix ans).

L'emploi dans la construction est plus dynamique dans le Val-d'Oise (+ 21 %) qu'en Île-de-France (+ 12 %).

La chute de l'emploi industriel est atténuée dans le Val-d'Oise : les effectifs diminuent de 20 % en dix ans contre - 26 % dans la région.



## Évolution de l'emploi sur un an



En un an, le Val-d'Oise affiche une baisse du nombre de salariés plus nette que dans la région (- 2,3 % contre - 1,4 %). Ce résultat s'explique par une diminution plus importante des effectifs dans le département pour les secteurs du tertiaire (- 1,9 % contre - 1 %) et de l'industrie (- 5,9 % contre - 4,8 %) qui représentent 91 % de l'emploi dans le Val-d'Oise.

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

VAL-D'OISE

## Principales évolutions des effectifs par activité sur dix ans (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 10 ans	Evolution sur 10 ans en %
	31.12.1999	31.12.2009		
<b>Principales hausses</b>				
Transports aériens	2 311	34 798	32 487	1405,8%
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	15 438	26 108	10 670	69,1%
Construction	20 920	25 273	4 353	20,8%
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	22 604	26 087	3 483	15,4%
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	8 114	11 478	3 364	41,5%
<b>Principales baisses</b>				
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	3 737	2 489	-1 248	-33,4%
Réparation et installation de machines et d'équipements	3 774	2 514	-1 260	-33,4%
Activités liées à l'emploi	11 245	9 818	-1 427	-12,7%
Fabrication de prod. métalliques, à l'exception des machines et des équipements	5 406	3 538	-1 868	-34,6%
Industrie chimique	5 999	3 732	-2 267	-37,8%

Les «*transports aériens*» se retrouvent à la première place des principales hausses d'effectifs en dix ans. Rappelons que cette forte augmentation est due à la réaffiliation d'une grande partie des salariés d'Air France dans le Val-d'Oise en 2006. Les «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» enregistrent une

hausse de 69 % de leurs effectifs, soit 10 700 emplois supplémentaires dont 4 300 dans le «*nettoyage courant des bâtiments*» et 4 000 dans les «*activités de sécurité privée*». La «*construction*» a créé 4 400 emplois, soit une augmentation des effectifs de 21 %. L'«*industrie chimique*» enregistre, quant à elle, une perte de 2 300 salariés, soit une

évolution de - 38 %. Plus particulièrement, la «*fabrication de colles*» voit ses effectifs baisser de 1 500 salariés. Par ailleurs, la «*fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements*» affiche une diminution de 1 900 salariés (- 35 %) dont 600 salariés dans la «*mécanique industrielle*».

## Principales évolutions des effectifs par activité en 2009 (NAF A64)

Activités	Effectifs au		Variation absolue sur 1 an	Evolution sur 1 an en %
	31.12.2008	31.12.2009		
<b>Principales hausses</b>				
Enquêtes et sécurité ; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	25 359	26 108	749	3,0%
Activités d'architecture et d'ingén.-activ. de contrôle et analyses techniques	3 842	4 233	391	10,2%
Activités sportives, récréatives et de loisirs	1 905	2 137	232	12,2%
Enseignement	5 067	5 288	221	4,4%
Collecte et traitement des eaux usées, traitement des déchets et dépollution	1 835	2 015	180	9,8%
<b>Principales baisses</b>				
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	5 285	4 641	-644	-12,2%
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	26 862	26 087	-775	-2,9%
Télécommunications	2 045	1 187	-858	-42,0%
Transports aériens	35 816	34 798	-1 018	-2,8%
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	24 753	23 193	-1 560	-6,3%

Sur un an, la plus forte hausse des effectifs est enregistrée par les «*enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager*» (+ 700 salariés ; + 3 %). Au sein de ce secteur, les activités de sécurité privée affichent une augmentation de 800 salariés. Les «*activités d'architecture et d'ingénierie et activités de contrôle et*

*analyses techniques*» affichent une hausse de 400 emplois (+ 10 %) principalement liée à l'augmentation des effectifs de l'«*ingénierie, études techniques*» (+ 400 emplois). Le secteur du commerce, que ce soit de gros ou de détail, affiche une baisse de 2 300 postes de travail dont 600 emplois dans le «*commerce de gros de produits*

*pharmaceutiques*» et le «*commerce de gros de fournitures et équipements industriels divers*». Les «*transports aériens*» enregistrent également une baisse de leurs effectifs. Ce secteur perd 1 000 employés, principalement dans les transports aériens de passagers.

# Croissance de l'emploi en Seine-Saint-Denis, baisse dans les autres départements

ÎLE-DE-FRANCE

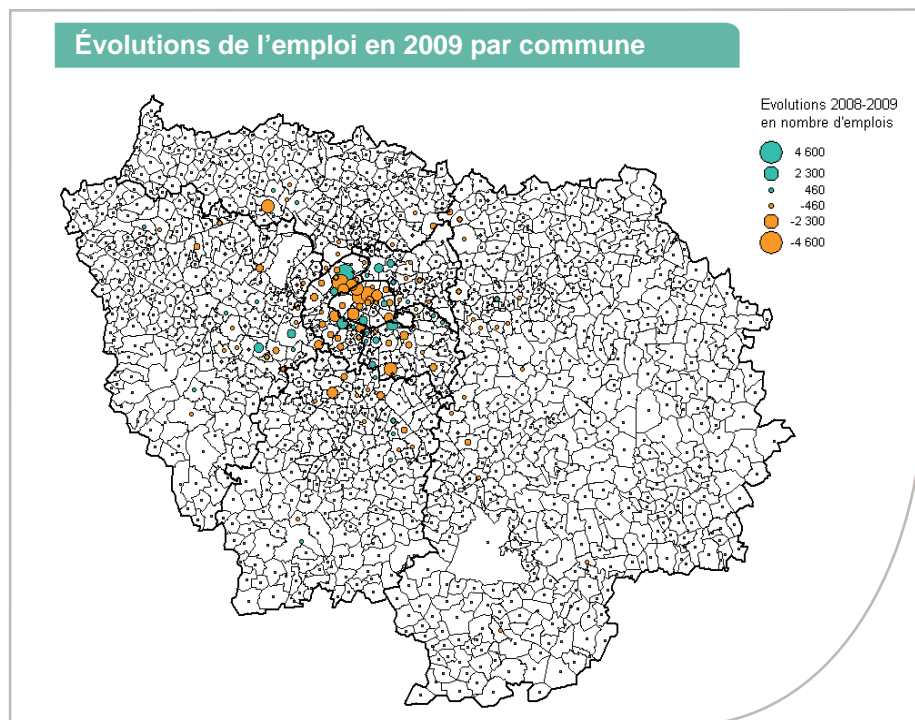
## Évolution de l'emploi salarié par département francilien

L'Île-de-France compte 4 089 900 salariés en 2009. Paris en regroupe 30 % et les Hauts-de-Seine 20 %. En 2009, la Seine-Saint-Denis est le seul département à enregistrer une progression du nombre de salariés (+ 2 100 ; + 0,6 %). Plus précisément, Saint-Denis affiche 1 400 emplois supplémentaires et La Courneuve 1 000. Dans les autres départements, les villes les plus dynamiques sont Bois-Colombes (+ 4 600) et Issy-les-Moulineaux (+ 1 900) dans les Hauts-de-Seine, Charenton-le-Pont (+ 2 200) dans le Val-de-Marne, Montigny-le-Bretonneux (+ 1 700<sup>1</sup>) dans les Yvelines et le 14<sup>ème</sup> arrondissement (+ 1 200) à Paris.

Au contraire, Courbevoie perd 4 400 emplois<sup>2</sup>, le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Paris 3 700 emplois et le 9<sup>ème</sup> arrondissement 3 600.

<sup>1</sup> La hausse d'effectifs observée à Montigny-le-Bretonneux est due, en partie, à un transfert provenant d'un établissement du 8<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

<sup>2</sup> Un établissement de Courbevoie a transféré plus de 4 500 emplois vers un établissement de Bois-Colombes en 2009.



## Évolution de l'emploi salarié par secteur et département en 2009

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise	Île-de-France
<b>Industrie</b>	<b>2009</b>	59 542	48 944	84 096	42 381	86 123	39 797	35 124	434 220
	<b>2008</b>	62 315	51 935	88 716	43 961	90 132	43 104	35 426	456 211
		-4,4	-5,8	-5,2	-3,6	-4,4	-7,7	-0,9	-4,8
<b>Construction</b>	<b>2009</b>	30 819	29 949	37 821	30 554	36 253	41 996	37 578	270 243
	<b>2008</b>	32 016	30 081	38 199	30 358	38 838	41 020	38 570	274 422
		-3,7	-0,4	-1,0	0,6	-6,7	2,4	-2,6	-1,5
<b>Commerce</b>	<b>2009</b>	164 511	68 402	75 178	63 908	98 525	82 393	75 948	685 991
	<b>2008</b>	167 185	69 871	78 063	67 395	98 280	82 743	77 217	700 758
		-1,6	-2,1	-3,7	-5,2	0,2	-0,4	-1,6	-2,1
<b>Services</b>	<b>2009</b>	979 723	165 884	194 555	170 596	587 060	224 931	205 787	2 698 952
	<b>2008</b>	992 386	169 855	193 126	171 655	592 653	220 106	205 835	2 717 464
		-1,3	-2,3	0,7	-0,6	-0,9	2,2	0,0	-0,7
<b>TOTAL</b>	<b>2009</b>	1 234 948	313 207	391 719	307 446	807 962	389 132	354 443	4 089 893
	<b>2008</b>	1 254 223	321 767	398 166	313 397	819 904	386 985	357 076	4 149 336
		-1,5	-2,7	-1,6	-1,9	-1,5	0,6	-0,7	-1,4

*La croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire atteint 0,6 % en 2008 au lieu de 0,5 % annoncé lors de la statistique provisoire.*

*En données rectifiées 2008, la baisse de l'emploi s'accroît dans les secteurs de l'industrie et du tertiaire.*

# Statistiques rectifiées 2008 : plus d'emplois que prévus dans le tertiaire

## Légères révisions de la statistique provisoire 2008 dans les trois secteurs

L'évolution provisoire de l'emploi en 2008, au niveau global, n'est pas modifiée par la statistique rectifiée. Toutefois, les évolutions des trois principaux secteurs sont légèrement révisées.

La baisse des effectifs dans l'industrie est accentuée suite à la statistique rectifiée (de - 2,6 % à - 2,9 %). Dans la construction,

l'emploi est moins dynamique (de + 2,1 % à + 1,9 %). La progression des effectifs dans le tertiaire est plus vive (de + 0,5 % à + 0,6 %).

La révision de la statistique annuelle 2008 concerne principalement la Seine-et-Marne : les effectifs du département progressent de 1,2 % en rectifié 2008 contre 0,8 % en provisoire. Cette révision est due

à une hausse plus importante observée dans le tertiaire (+ 1,7 % contre + 1,2 %).

Les autres changements significatifs ont lieu dans l'industrie pour Paris, les Yvelines, les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis (de 1 à 2,1 points) et dans la construction pour Paris, les Yvelines et le Val-d'Oise (de 1,2 à 1,7 point).

## Évolution de l'emploi en 2008 avec la statistique provisoire et la statistique rectifiée

Secteurs	Evolution de l'emploi en 2008	
	Statistiques provisoires	Statistiques rectifiées
Industrie	-2,6%	-2,9%
Construction	2,1%	1,9%
Tertiaire	0,5%	0,6%
<b>Total</b> (y compris agriculture et inconnus)	<b>0,3%</b>	<b>0,3%</b>

*Pour l'année 2009, les estimations d'emploi tablaient sur - 1,9 %. La statistique provisoire annuelle indique finalement - 1,4 %.*

*Les trois principaux secteurs enregistrent une baisse de leurs effectifs plus faible que celle estimée.*

# Des estimations trimestrielles trop pessimistes en 2009

## Une baisse de l'emploi inférieure à celle prévue lors des estimations trimestrielles

### Évolution de l'emploi en 2009 avec les deux sources (estimation trimestrielle et statistique annuelle)

Secteurs	Estimation trimestrielle : glissement annuel au 31 décembre 2009	Statistique annuelle
Industrie	-5,9%	-4,8%
Construction	-2,0%	-1,5%
Tertiaire	-1,4%	-1,0%
<b>Total</b>	<b>-1,9%</b>	<b>-1,4%</b>

Le nombre d'emplois diminue de 1,4 % en un an, soit une hausse de 0,5 point par rapport aux estimations trimestrielles. Ces dernières, basées sur les déclarations trimestrielles des établissements de plus de 10 salariés, conduisaient à un recul des

effectifs de 1,9 % en 2009. Les révisions sont d'ampleurs différentes selon les secteurs d'activité. Dans tous les cas, la baisse des effectifs est moindre que celle estimée. C'est dans l'industrie que la révision est la plus importante : la

diminution du nombre d'emplois passe de - 5,9 % à - 4,8 %. Dans la construction et le tertiaire, l'écart entre les estimations et la statistique annuelle est respectivement de 0,4 et 0,5 point.

### Évolution de l'emploi en 2009 avec les deux sources par département (estimation trimestrielle et statistique annuelle)

Départements	Estimation trimestrielle : glissement annuel au 31 décembre 2009	Statistique annuelle
Paris	-2,9%	-1,5%
Seine-et-Marne	-2,2%	-2,7%
Yvelines	-2,6%	-1,6%
Essonne	-1,1%	-1,9%
Hauts-de-Seine	-1,0%	-1,5%
Seine-Saint-Denis	0,1%	0,6%
Val-de-Marne	-1,7%	-0,7%
Val-d'Oise	-2,4%	-2,3%
<b>Île-de-France</b>	<b>-1,9%</b>	<b>-1,4%</b>

Au niveau départemental, certaines révisions entraînent des réductions plus importantes de l'emploi. C'est le cas pour la Seine-et-Marne (de - 2,2 % à - 2,7 %), l'Essonne (de - 1,1 % à - 1,9 %) et les Hauts-de-Seine (de - 1 % à - 1,5 %). En Essonne, la baisse estimée de l'emploi a été plus forte que prévue dans le tertiaire. Dans les Hauts-de-Seine, ce sont les

effectifs de la construction qui ont été revus à la baisse.

Au contraire, les évolutions constatées à Paris, dans les Yvelines et dans le Val-de-Marne sont supérieures de 1 point ou plus aux estimations trimestrielles. L'évolution globale dans ces départements reste négative, malgré la révision à la hausse

des effectifs. C'est dans le secteur de l'industrie à Paris, de la construction dans les Yvelines et du tertiaire dans le Val-de-Marne, que ces révisions ont été les plus importantes.

L'estimation du Val-d'Oise est proche de l'évolution réelle.



# Méthodologie

Chaque année, Pôle emploi services publie les résultats statistiques obtenus grâce aux données chiffrées figurant sur les documents de déclaration annuelle des cotisations dues, que les entreprises affiliées doivent lui faire parvenir au début de l'année. Ces bordereaux précisent le nombre de salariés inscrits à leur effectif au 31 décembre de l'année précédente, qu'ils soient présents à cette date ou en congé de maladie, de maternité, en congé annuel, en formation continue ou en chômage partiel.

## La date de la collecte des informations

Il s'agit d'une «photographie» de la situation au 31 décembre. De ce fait, elle ne peut refléter les variations saisonnières survenues en cours d'année. Toutefois, les renseignements collectés se référant chaque année à la même date, les comparaisons gardent alors toute leur valeur.

## Le champ d'application de l'Assurance chômage

Sont recensés, dans le fichier statistique :

- tous les établissements du secteur privé, industriel et commercial (Art. L351-4 du Code du Travail) employant au moins un salarié en vertu d'un contrat de travail et dont l'affiliation est obligatoire ;
- les établissements du secteur public à caractère industriel et commercial ayant opté pour l'affiliation directe à l'Assurance chômage (à l'exclusion de ceux ayant passé une convention de gestion ou pratiquant l'auto-assurance).

Certaines catégories de personnel sont exclues du champ d'application du Régime général de l'Assurance chômage et n'appartiennent donc pas au champ de la statistique. Citons :

- les salariés des secteurs agricoles et para-agricoles ;
- les employés de maison au service des particuliers cotisant auprès des URSSAF et de l'IRCEM ;
- les intermittents du cinéma, de l'audiovisuel et du spectacle, pour lesquels existe un Régime d'assurance chômage spécifique ;
- les salariés dont le contrat de travail est suspendu (congé sabbatique, parental ou de conversion et service national) et les personnes en stage dans l'entreprise,
- les fonctionnaires de l'Etat (ministères, services extérieurs et rattachés), des collectivités locales (régions, départements et communes) ;
- les organismes diplomatiques et internationaux (OCDE, UNESCO, etc.), dont les salariés relèvent, le cas échéant (appartenance ou non à l'Union européenne), à titre facultatif ou obligatoire, du Régime d'assurance chômage des expatriés ;
- le personnel des établissements publics à caractère administratif (Banque de France, Caisse des Dépôts et Consignations, les hôpitaux relevant de l'Assistance publique, les organismes de location HLM, etc.),
- les salariés relevant d'établissements publics à caractère industriel et commercial (SNCF, RATP, La Poste, etc.).

## Les mesures des évolutions

Cette statistique annuelle permet de mesurer l'évolution des effectifs salariés réparés d'après l'implantation géographique de l'établissement, son activité économique et sa taille entre la fin des années «n-1» et «n» selon le champ d'application et l'activité économique de l'année «n». Cette méthode permet alors d'obtenir un indicateur conjoncturel d'évolution dont la bonne qualité est reconnue.

Cependant, elle ne donne pas entièrement satisfaction pour appréhender l'évolution pluri-annuelle de l'emploi salarié par activité économique puisqu'elle ne prend pas en compte les révisions des estimations, les corrections des erreurs et les informations connues tardivement.

La mesure des variations d'effectifs sur une longue période par la comparaison entre deux points rectifiés supprime ces inconvénients. À la différence de l'indice chaîne, qui calcule une évolution à activité et champ constants, la série rectifiée intègre les changements d'activités, mais présente un défaut majeur : celui d'assimiler les modifications du champ statistique à des mouvements d'effectifs.

Il ressort de l'analyse que l'utilisation de la série rectifiée, éventuellement corrigée des biais imputables aux changements de champ, est plus satisfaisante.

Ces deux méthodes sont donc complémentaires puisque la tendance de la dernière année ne peut être obtenue que par référence aux derniers chiffres bruts.



# Notre offre de service

## Nos principales publications 2010

### Publications trimestrielles

- La brochure trimestrielle «Les tendances du marché du travail en Île-de-France» présente en douze pages une analyse, ainsi que les principaux chiffres sur l'emploi et le chômage.

«Les tendances du marché du travail en Île-de-France au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010 : Le PIB progresse de nouveau au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010»

### Dernière publication



### Publications annuelles

- Le Spécial annuel présenté en huit pages «Le marché du travail en Île-de-France en 2009 et perspectives 2010».
- La plaquette annuelle «Conjoncture et marché du travail en Île-de-France» se décline en trois parties : Conjoncture et dynamisme de l'économie francilienne, l'emploi salarié, et l'offre et la demande d'emploi.

Synthèse : «L'emploi recule fortement en Île-de-France en 2009»

### Dernière publication



### Études thématiques réalisées par Pôle emploi services

- Les études élaborées par Pôle emploi services «Les dossiers de Pôle emploi services» sur un thème spécifique.

«Le dynamisme de l'emploi en Île-de-France» (n°14)

### Dernière publication



Pour en savoir plus  
Vous pouvez retrouver nos données régionales et nos publications statistiques sur notre site Internet :

[www.observatoiredelemploi.fr](http://www.observatoiredelemploi.fr)

ou

nous contacter à l'adresse suivante :  
Pôle emploi services  
Direction Administrative et Financière, Gestion et Statistiques  
Service Études et Statistiques  
390, rue d'Estienne d'Orves  
92709 COLOMBES CEDEX  
Tél. : 01 46 52 20 14  
E-mail : [daf.poleemploiservices@pole-emploi.fr](mailto:daf.poleemploiservices@pole-emploi.fr)

#### Directeur de la publication :

Jean-Louis TAUZIN  
Directeur de Pôle emploi services

#### Directeur de la rédaction :

Benoît MERCKELBAGH  
Directeur Administratif et Financier,  
Gestion et Statistiques

#### Équipe rédactionnelle :

Frédéric SAVALLE  
Responsable du Service Etudes et Statistiques  
Céline BRACONNIER  
Chargée d'études statistiques  
Évelyne BARDIN  
Maquettiste PAO

### **Note aux lecteurs**

*Les données présentées dans ce bulletin ne doivent être utilisées qu'à des fins statistiques et sont incessibles.*

*La mention de la propriété de la source, à savoir Pôle emploi services, doit impérativement être portée dans toute publication de tiers reprenant les données.*

[www.observatoiredelemploi.fr](http://www.observatoiredelemploi.fr)

Le site Internet où vous pouvez retrouver  
nos données régionales et nos publications statistiques.

Pôle emploi services  
Direction Administrative et Financière, Gestion et Statistiques  
Service Études et Statistiques  
390, rue d'Estienne d'Orves  
92709 COLOMBES CEDEX  
Tél. : 01 46 52 20 14  
E-mail : [daf.poleemploiservices@pole-emploi.fr](mailto:daf.poleemploiservices@pole-emploi.fr)

